

Horaires des prières

Fajr : 03h53 Dohr : 12h45
Asr : 16h35 Maghreb : 19h57 Isha : 21h30

Iftar : 19h55
Imsak : 03h43

MÉTÉO

Alger	: 24°	14°
Oran	: 29°	15°
Annaba	: 23°	15°
Béjaïa	: 21°	10°
Tamanrasset	: 37°	20°

www.dknews-dz.com

AID/ PRÉVENTION

L'impératif de se conformer aux mesures de prévention durant l'Aid El Fitr

P. 24

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

L'ARAV définit les cadres du débat de la mouture sur les chaînes audiovisuelles

P. 24

CONSTITUTION-TAMAZIGHT

Une "réappropriation historique d'un héritage authentique" (HCA)

P. 3

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT **19 mai 1956 : un nouveau souffle pour la lutte de libération**

Des témoignages encore vivants sont recueillis dans cette édition sur l'importance du mouvement étudiant qui a décidé, le 19 mai 1956, de troquer les

bancs pédagogiques et le stylo pour rejoindre les rangs de la lutte armée de libération nationale. "Un souffle nouveau pour la lutte armée" dira un témoin vivant,

qui "a propulsé la Révolution" ajoutera un autre, en hommage à ces milliers de jeunes, dont des exemples sont présentés dans notre édition.

P.p 4-5

DKnews



TOURISME-PRÉVENTION

Un protocole sanitaire en prévision de l'étape post-déconfinement

P. 3

ALGÉRIE-TURQUIE
Mémorandum d'entente de coopération agricole

P. 3

PÉTROLE
Le Brent s'approche des 34 dollars

P. 7

SANTÉ

CANCER DE L'ESTOMAC
Une bactérie responsable de 9 cancers sur 10

P.p 12-13

F   T BALL

FAF
Zetchi réitère l'engagement à combattre la corruption

P. 21



DÉCÈS DU CHANTEUR IDIR
Message de condoléances de Christopher Ross à sa famille

P. 16

AÏD EL FITR
La nuit du doute fixée au vendredi (ministère)

P. 2

AÏD EL FITR

La nuit du doute pour l'observation du croissant de Choual fixée au vendredi



La Commission nationale de l'observation du croissant lunaire informe l'ensemble des citoyens que la nuit du doute consacrée à l'observation du croissant lunaire du mois de Choual pour l'année 1441 de l'hégire a été fixée au vendredi prochain, a indiqué lundi un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des wakfs. Une conférence consacrée à la nuit du doute sera organisée après la prière du Maghreb à Dar El Imam (El Mohammadia, Alger) et sera retransmise en direct par les médias audiovisuels, ajoute la même source. Le ministère des Affaires religieuses a renouvelé, à cet effet, le souhait que Dieu, Tout Puissant, préserve l'Algérie et l'humanité toute entière contre la pandémie du nouveau Coronavirus.

MÉTÉO/ BMS

Pluies orageuses sur des wilayas de l'Est à partir de dimanche soir

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront à partir de dimanche en début de soirée des wilayas de l'Est du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées sont M'sila, Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf, précise le BMS, dont la validité s'étale de dimanche à 18h00 au lundi à 06h00. Les quantités de pluie estimées varieront entre 20 et 30 mm, selon le BMS.

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS Création de composants de dépistage du coronavirus

L'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès a enregistré l'invention de composants du dépistage du coronavirus, au niveau du laboratoire de recherche de la faculté des sciences naturelles et vie, a-t-on appris dimanche du chef d'équipe de recherche, l'universitaire Drici Amine. Cette équipe a réussi à inventer des composants du dépistage du coronavirus dont des premiers tests effectués le week end dernier au niveau de l'annexe de l'Institut Pasteur de la wilaya de Chlef ont donné lieu à des résultats positifs. Drici Amine a fait savoir que ces tests seront renforcés par la réalisation, dans la semaine en cours, des deuxième et troisième tests sous la supervision des directions de la recherche scientifique au ministère de tutelle pour valider l'invention par l'Institut Pasteur, expliquant que l'invention concerne la production de composants pour dépister le coronavirus en utilisant la technique "PCR" et des produits d'enzymes à moindre coût.

L'invention a eu lieu en partenariat entre l'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès et une start up, a-t-il fait savoir, notant que l'équipe de recherche comprend des experts et des universitaires du pays et de l'étranger.



DON DE SANG La DGSN lance une campagne nationale



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a organisé dimanche une campagne nationale de don de sang au profit des centres de transfusion sanguine.

Le coup d'envoi de cette campagne, qui s'étalera du 17 au 19 mai, a été donné par le Directeur général de la sûreté nationale, Khelifa Ounissi, au niveau du centre médico-social "Omar Harraig" (ex-Villa Magnon) à Alger.

Cette campagne, organisée en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS) et l'Union nationale des donneurs de sang, concernera l'ensemble des wilayas. L'objectif étant d'approvisionner les hôpitaux et les centres de transfusion sanguine en sang et ses dérivés notamment en cette période marquée, cette année, par un manque de ce liquide vital au niveau de ces établissements, outre les mesures de confinement dû à la pandémie de coronavirus Covid-19. A cette occasion, la DGSN a mobilisé tous les moyens nécessaires pour réussir cette campagne, et en vue également d'accompagner les efforts déployés par les pouvoirs publics dans la lutte contre le Covid-19.

Il est à rappeler que cette campagne est la 14ème du genre organisée par la DGSN.

Les trois dernières éditions ont permis, notamment, de collecter 35.000 poches de sang à partir de dons des éléments de la sûreté nationale.

ADRAR/ COVID-19

Les agents du commerce réclament des "conditions de prévention"



Des dizaines d'agents de la direction du Commerce de la wilaya d'Adrar ont réclamé, lors d'un sit-in dimanche devant le siège de leur direction, une amélioration de leurs conditions de travail, notamment des "moyens de prévention", en cette conjoncture de pandémie de Covid-19, tout en saluant les instructions du wali pour la prise en charge de leurs doléances.

Répondant à l'appel de la section syndicale affiliée à l'UGTA, les protestataires ont hissé des banderoles et scandé des slogans appelant à "fournir aux agents les moyens d'accomplir leur mission de contrôle dans les conditions sanitaires et préventives, qui préservent leur santé".

Ils ont appelé à "leur assurer le transport et à les doter en bavettes et gants de protection sanitaire et en produits désinfectants pour les utiliser lors de leurs missions d'inspection des locaux et des activités commerciales".

S'exprimant à l'APS, des protestataires ont salué l'intervention du wali d'Adrar qui a donné des instructions pour la prise en charge de leurs doléances qui ont été soulevées aux autorités de la wilaya.

Cont acté par l'APS, le directeur de wilaya du secteur du Commerce, El-Hadi Ahmed, s'est abstenu de toute déclaration concernant cette question.

SKIKDA

Sauvetage d'une tortue géante coincée dans un filet de pêche

Les plongeurs de l'unité marine de la protection civile de la wilaya de Skikda ont sauvé dimanche une tortue géante marine coincée dans un filet de pêche au large de la plage Molo, a-t-on appris du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile, le lieutenant, Imen Merouani.

La bête qui mesure plus de 2 mètres de long était coincée dans un filet de pêche à plus de 150m au large de la plage Molo de la ville de Skikda, selon la même source.

Les éléments de la protection civile sont parvenus à l'extraire et à la relâcher dans son milieu naturel sans la blesser, a-t-elle ajouté, précisant que cette opération a mobilisé deux bateaux semi-rigides et deux plongeurs.

MOSTAGANEM

Reprise de l'alimentation en eau potable à partir du barrage de Kramis (ADE)

L'alimentation eau potable des communes de l'Est de la wilaya de Mostaganem a repris à partir du barrage de Oued Kramis, a-t-on appris dimanche auprès de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Le système du barrage de Kramis qui alimente quatre communes de la wilaya de Mostaganem que sont Achaacha, Ouled Boughalem, Khadra et Nekmaria et 3 communes limitrophes de la wilaya de Relizane, produira en première partie 6.000 mètres cubes par jour.

Cette quantité s'ajoute à 12.000 m3/j d'eau potable provenant de la station de dessalement de l'eau de mer de Sonecter (commune de Mostaganem).

L'alimentation en eau potable à partir du barrage de Oued Kramis a été suspendue en mars dernier suite à une baisse du niveau d'eau de cet ouvrage d'une capacité totale de 27 millions m3, à cause du déficit en pluviométrie durant les mois de janvier et février. L'ADE a effectué une opération de traitement des eaux de ce barrage et a mené des analyses au niveau du laboratoire principal de l'ADE et celui des analyses bactériologiques de la Société d'au et d'assainissement d'Oran SEOR pour contrôler la qualité de l'eau dont la qualité a été affectée (odeur et couleur). L'ADE a effectué aussi des travaux d'urgence pour le transfert de l'eau de mer dessalée de la commune de Sidi Lakhdar vers des communes de la wilaya de Relizane.

Cette région a été alimentée après l'achèvement des travaux de raccordement et aménagement de la station de pompage.

CAMPAGNE DE PÊCHE AU THON ROUGE

Participation de trois thoniers à Chlef

Trois thoniers de la wilaya de Chlef participeront à la campagne de pêche au thon rouge en haute mer internationale, prévue pour la période du 26 mai au 1er juillet prochain, a-t-on appris, dimanche, de la direction locale de la Pêche et des ressources halieutiques (DPRH).

Selon le directeur local du secteur, Abderrahmane Abed, "trois bateaux de la wilaya Chlef participeront à la campagne de pêche de la quote-part algérienne en thon rouge, qui est estimée, cette année, à 1.650 tonnes".

Souffligant, en outre, qu'il s'agit de la zème participation des navires de la wilaya à la campagne de pêche au thon rouge, dans cette zone proche de l'archipel maltais.

Sachant que ces thoniers répondent aux normes internationales qui exigent que les bateaux doivent mesurer entre 28 à 32 mètres.

Il a fait cas de l'existence d'un projet en la matière, dans la région.

Soit un projet d'enrichissement du thon, prévu à la réalisation à Sidi Abdelrahmane (75 km au Nord-ouest de Chlef) et attendu à la mise en service en 2021, avec à la clé une perspective d'exportation du produit et de création de nouveaux postes d'emplois.

A noter que la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a revu à la hausse le quota de l'Algérie en thon rouge, en le portant à 1.650 tonnes, durant cette année, contre 1.430 tonnes en 2019.

CONSTITUTION-TAMAZIGHT

Sceller Tamazight dans la Constitution, une "réappropriation historique d'un héritage authentique" (HCA)

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) a soutenu dimanche que "sceller tamazight dans la Constitution, signifie une réappropriation historique, résolue et franche d'un héritage foncièrement authentique".

"Pour le HCA, sceller tamazight dans la Constitution, signifie une réappropriation historique, résolue et franche d'un héritage foncièrement authentique qui nous invite à nous référer à l'histoire lointaine et à nous inspirer avec fierté des faits marquants de la résistance et de la quête de la liberté dont la terre algérienne a été le théâtre depuis des millénaires", a indiqué un communiqué du HCA. La présidence de la République avait dévoilé dernièrement la mouture de l'avant-projet de la Constitution dans laquelle il est proposé que la disposition relative à l'officialisation de Tamazight "doit être citée au nombre des dispositions insusceptibles de faire l'objet de révision". Le HCA a indiqué avoir soumis sa contribution écrite au comité d'experts chargé par le Président de la République d'élaborer un texte consensuel



dans le cadre des consultations autour du projet de la révision de la Constitution. Toute en se félicitant de cette "approche participative", le HCA s'est "limité à son champ d'action en se référant au socle d'enracinement historique et social commun aux Algériens et à l'unité de la Nation forte

de sa diversité", a relevé le communiqué. Par ailleurs, la contribution du HCA s'articule autour de la "redéfinition de l'appartenance de notre pays dans le texte du préambule, (histoire et géopolitique), du principe de l'équité constitutionnelle qui affirme que Tamazight est une constante de la Nation aux côtés de l'Islam et de la langue arabe et de l'exigence de la création d'un Haut Conseil à l'Amazighité", a expliqué le HCA.

Enfin, pour "prémunir les générations montantes des pièges liés à des conflits en rapport à l'identité, à la discrimination, à la marginalisation et au discours de la haine et tenir les langues nationales loin des tiraillements politiques, le HCA plaide pour le positionnement de tamazight dans la Constitution comme une disposition intangible qui ne peut faire l'objet de révision à l'avenir", a conclu le communiqué.

PANDÉMIE-PRÉVENTION

M^{me} Krikou : «nécessité de soutenir les projets des jeunes liés à la prévention de Covid-19 dans le cadre de l'ANGEM»

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la condition de la Femme, Kaoutar Krikou, a relevé dimanche à Batna la nécessité de soutenir et d'élargir l'éventail des projets des jeunes liés à la prévention de Covid-19, financés dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). "Des instructions ont été données à l'effet de soutenir et les projets financés par l'ANGEM et d'œuvrer à les élargir", a précisé la ministre, lors d'une visite à une exposition tenue à Dar Al Rahma dans la commune de Chaâba, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Batna, accompagnée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderahmane Benbouzid. Elle a, dans ce sens ajouté que son département procédera, dans le cadre de projets de coordination avec d'autres ministères, à accompagner et soutenir les bénéficiaires des projets Angem "dans plusieurs domaines, notamment la commercialisation et le conditionnement des produits" affirmant que l'Angem, à l'échelle nationale, était "un dispositif efficace auquel beaucoup de jeunes ont adhéré". Depuis la salle d'exposition "Ashar", au centre ville, la ministre a donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité au

profit de 3.000 familles résidant dans de nombreuses zones d'ombre à travers les communes de Batna, comprenant des colis alimentaires et d'habits pour enfants. In situ, Mme Krikou a affirmé que les caravanes de solidarité et d'aide se poursuivent à travers le pays jusqu'à l'élimination de la crise provoquée par Covid-19, en coordination avec la société civile, les citoyens et tous les bienfaiteurs indiquant que ces caravanes sont accompagnées par d'autres médicales, de cellules de proximité relevant de son secteur pour sensibiliser la population des zones d'ombre et les familles démunies quant à l'importance du port des bavettes pour prévenir l'infection du coronavirus et pour assurer des consultations médicales gratuites aux nécessiteux et aux personnes âgées. La ministre a présidé la cérémonie de remise des prêts bancaires sans intérêt, des arrêtés de locaux commerciaux et de machines à coudre au profit des bénéficiaires de divers projets financés par l'Angem. A l'issue de la visite, Mme Krikou a pris part à la réunion, tenue par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière,

Abderahmane Benbouzid, avec le personnel médical et paramédical de l'EPH de Batna.

ALGÉRIE-TURQUIE

Entrée en vigueur d'un mémorandum d'entente de coopération agricole

Le mémorandum d'entente de coopération agricole signé en 2018 entre l'Algérie et la Turquie est entré en vigueur après la publication de décret présidentiel portant sa ratification au journal officiel n 29.

Il s'agit du décret signé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune le 6 mai courant portant "ratification du mémorandum d'entente de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Turquie dans le domaine de l'agriculture, signé à Alger, le 26 février 2018". Ratifié par les ministres de l'Agriculture des deux pays l'objet de ce mémorandum d'entente porte sur l'institution d'une coopération scientifique et économique dans les domaines de l'agriculture

et économique dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de l'industrie agroalimentaire, tel qu'il est prévu dans le présent mémorandum d'entente", selon le premier article de ce document. Cette coopération sera axée sur les différents domaines d'intérêt commun, notamment l'agriculture, la production et la protection des plantes, l'élevage et la production animale, la santé animale, l'industrie agroalimentaire et le développement rural, à travers l'échange d'informations scientifiques et techniques et la documentation, l'échange des résultats de recherche publiés dans les institutions de recherche des deux pays.

Cette coopération implique aussi l'échange du matériel de relation animale et végétale, l'échange d'experts et l'organisation des sessions de formation, des séminaires et des conférences dans chacun des deux pays. Pour le suivi de cette coopération, le mémorandum d'entente prévoit la création

"d'un comité de supervision et de coordination". Composé de quatre membres pour chaque pays, incluant le chef de délégation de chaque partie, ce Comité se réunit alternativement en Algérie ou en Turquie une fois par an, à une date qui sera arrêtée d'un commun accord par les deux parties.

Ce comité présentera des rapports et des propositions aux instances de décision compétentes des deux pays. Concernant le règlement des différends, il a été convenu que "tout conflit ou différend entre les parties découlant de l'interprétation ou de l'application du présent mémorandum d'entente sera réglé à l'amiable, par des négociations ou des consultations entre les deux parties par le canal diplomatique". Ce mémorandum demeure en vigueur pour une période de cinq (5) années, renouvelable, automatiquement, pour la même période. Il peut faire l'objet de modification par consentement mutuel écrit et par le canal diplomatique.

TOURISME-PRÉVENTION

Un protocole sanitaire en prévision de l'étape post-déconfinement

Un comité technique a été installé, dimanche à Alger, pour l'élaboration d'un protocole sanitaire portant sur les règles préventives et sanitaires destinées aux établissements hôteliers et agences de tourisme et de voyage, en prévision de l'étape post-déconfinement pour réduire la propagation du coronavirus. Ce comité, dont l'installation a été présidée par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail Familial, Hassane Mermouri, a entre autres objectifs de préparer ce protocole sanitaire pour "relancer les activités touristiques dans de bonnes conditions préventives" de manière à contenir la propagation de Covid 19, et ce à l'approche de la saison estivale de cette année. Dans son allocution, le ministre a mis l'accent sur l'importance de l'installation de ce comité pour "l'élaboration d'un protocole sanitaire en collaboration avec tous les secteurs concernés à l'effet de préserver la santé des citoyens et les rassurer pour passer des vacances dans des conditions préventives sécurisées, et ce à l'approche de la saison estivale". M. Mermouri a mis l'accent sur l'impératif d'une "bonne préparation de cette saison, à travers l'implication de tous les secteurs concernés notamment celui de la santé et les différents opérateurs touristiques, en veillant à l'élaboration de ce protocole pour préserver la santé des citoyens, particulièrement après la relance des activités touristiques", précisant

ENVIRONNEMENT

Réactiver le rôle des stations de contrôle de l'environnement à travers le pays

Le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a mis en avant, dimanche depuis El Bayadh, l'impératif de réactiver le rôle des stations de contrôle de l'environnement à travers le pays pour préserver l'environnement. Lors de l'inauguration de la Station de contrôle de l'environnement et l'inspection de la Maison de l'Environnement au chef-lieu de la wilaya d'El Bayadh, le ministre a plaidé pour "la réunion de tous les moyens, matériels et humains, au niveau de ces stations et des laboratoires régionaux relevant de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD), au nombre de 18 stations et 4 laboratoires afin de s'acquitter de leur rôle sur le terrain". Soulignant l'importance de ces stations dans la préservation de l'environnement, M. Hamza Al Sid Cheikh a fait état du renforcement de ces stations et laboratoires par le matériel et la ressource humaine nécessaires afin de leur permettre de s'acquitter pleinement de leurs missions et de jouer un rôle important dans l'amélioration du milieu environnemental". Par ailleurs, le ministre a indiqué que son département "s'attèle à l'élaboration d'une étude pour la réalisation de réserves naturelles en vue de la conservation des espèces végétales et animales en voie d'extinction à travers plusieurs régions". Lors de son inspection de la Maison de l'Environnement où lui ont été présentées ses missions et des modèles réussis de micro-entreprises spécialisées dans la collecte et le recyclage des déchets, M. Hamza Al Sid Cheikh a mis l'accent sur l'impératif d'encourager la création et le développement de ce type d'entreprises dans le souci de préserver l'environnement d'une part, et de contribuer à l'économie nationale d'une autre part. Il a appelé en outre à l'encouragement des jeunes à s'intéresser aux formations dans les domaines du recyclage des déchets et des énergies renouvelables, à l'instar de l'énergie solaire, compte tenu de leurs perspectives prometteuses. Le ministre donnera mardi, 2e journée de sa visite, le coup d'envoi d'une caravane de solidarité au profit des populations des zones d'ombre et effectuera une visite à la Centrale solaire de la wilaya délégué Labiod Sidi Kikh (extrême sud de la wilaya).

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Le 19 mai 1956, un nouveau souffle pour la lutte armée

Les étudiants algériens qui ont rejoint le maquis le 19 mai 1956 ont impulsé un "nouveau souffle" à la lutte armée durant la Révolution de libération nationale, selon le témoignage du moudjahid et commandant Mohamed-Salah Mellah, alias commandant Amar Mellah.

Le moudjahid, dont l'âge n'exécédait pas 18 ans lorsqu'il a répondu à l'appel de la Nation, a expliqué à l'APS à Batna à l'occasion de la commémoration du 64ème anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai), que l'apport des étudiants a eu des répercussions dans plusieurs domaines, notamment en matière de gestion, d'organisation, d'information, de diplomatie, de communication et de médiatisation, jusqu'à la stratégie militaire et politique dans la conduite de la Révolution armée.

"En abandonnant leurs études pour intégrer les rangs des militants de la Révolution, certains étudiants ont porté haut la voix du peuple algérien et défendu sa cause sur les ondes radio de nombreux pays, dont la Tunisie, l'Égypte, la Libye ainsi qu'en Europe centrale", a précisé Mohamed Salah Mellah.

Se remémorant les années de lutte armée, le moudjahid a fait savoir que la grève des étudiants du 19 mai 1956 ne s'était pas limitée uniquement aux lycéens, mais des étudiants d'universités de l'intérieur et de l'extérieur du pays, ont également répondu avec une profonde fierté à l'appel de la toute jeune Union générale des étudiants musulmans, de l'Armée et du Front de libération nationale à rejoindre leurs frères moudjahidine. Le succès de cette grève est imputable en grande partie à l'organisation estudiantine algérienne, qui s'était séparée de l'organisation estudiantine française, vectrice de la pensée coloniale et qui percevait la lutte du peuple algérien et la Révolution de libération comme étant "hors la loi" et les moudjahidine tels "des voleurs et des bandits de grands chemins". La mémoire toujours aussi vivace à 82 ans, le commandant Amar



Mellah s'est rappelé les circonstances qui l'avaient incitées en mai 1956 à rejoindre les rangs de la Révolution, expliquant que quatre surveillants du lycée franco-musulman de Constantine où il étudiait, à savoir Hihhi El Mekki, Kouicem Abdelhak, Abdellaoui et Mohamed Sahnoune, avaient pour instruction de les informer que l'Union nationale des étudiants musulmans algériens avait décidé de boycotter les examens et les études à travers toute l'Algérie.

"Il était de notre devoir de répondre à l'appel de la grève, nous avions donc ramassé nos affaires scolaires et avons quitté le lycée qui est resté fermé 17 mois durant", a poursuivi le moudjahid, confiant être retourné dans sa ville natale à Tahammamet (la ville d'El Madher de Batna) et d'avoir essayé à plusieurs reprises de prendre attache avec l'Armée de libération nationale (ALN) avant de voir son vœu exaucé grâce au moudjahid El Hadj Abdelmadjid Abdesamad, responsable de la région militaire de Bouarif.

Le commandant Amar Mellah se souvient aujourd'hui encore de ce

moment qui a constitué un "tournant décisif" dans sa vie, se rappelant qu'il jouait au ballon quand Ahcène, le frère du moudjahid El Hadj Abdelmadjid Abdesamad lui a appris, dans le plus grand secret, que son frère lui avait demandé de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale.

"À cet instant, je me suis précipité chez moi, j'ai pris une kachabia et une corde pour faire croire aux soldats ennemis, ayant ceinturé la ville de Tahammamet de fils barbelés, que j'allais chercher du bois", se remémore-t-il, poursuivant: "J'ai quitté mon village pour rejoindre la Révolution et ma première rencontre avec les moudjahidine a eu lieu avec El Hadj Abdelmadjid Abdesamad, El Hadj Laib et Nedjai dans un lieu faisant face à la montagne de Bouarif dans la dechra El Massaid, où j'ai rencontré pour la première fois de ma vie des militants et appris à connaître leurs refuges".

Pour le commandant Amar Mellah, ce fut le début d'une nouvelle ère et un honneur de rejoindre les rangs des moudjahidine pour l'in-

dépendance de l'Algérie. Après avoir intégré l'Armée de libération, le moudjahid a appris que Hihhi El Mekki était tombé en martyr dans la première zone de la wilaya I historique avec le grade de capitaine, tandis que Abdelhak Kouicem est tombé au champ d'honneur dans la wilaya II historique, avec le grade de capitaine également. Mohamed Sahnoune est décédé fin 2018.

Des étudiants de Batna et ses environs ont répondu à l'appel

Des témoignages vivants de nombreux étudiants ayant répondu à l'appel du 19 mai 1956 à Batna et ses environs (wilaya I historique), comme le commandant Amar Mellah, peuvent être consultés à l'annexe du musée du Moudjahid de la ville de Batna, située sur la route de Tazoult.

"Nous avons pu contacter des moudjahidine encore vivants parmi les étudiants de l'époque et transcrire leurs témoignages concernant cette étape importante de la révolution et déterminer les conditions de leur recrutement dans les rangs de l'Armée de libération et le travail de terrain qu'ils ont effectué, chacun selon la région dans laquelle il avait été mobilisé", a affirmé dans ce contexte, le directeur de l'annexe, Mounir Madhkour.

Selon le responsable, ces témoignages suscitent actuellement la curiosité des étudiants et des chercheurs en histoire en particulier, car ils attestent des sacrifices des étudiants algériens qui ont préféré mourir en martyr au lieu de continuer leurs études, afin que l'Algérie puisse retrouver son Indépendance. Parmi les témoignages qui mettent en exergue l'immense sacrifice de cette

génération dorée figurent ceux de deux anciens étudiants et moudjahidine décédés, à savoir Mohamed Seghir Abdesamad et Belkacem Mansouri, le premier originaire du village de Ouyoun El Assafir et le second d'Noughissen, illustrant leur ténacité à s'engager dans la lutte armée malgré leur jeune âge.

Un autre témoignage du commandant Amar Mellah évoque par ailleurs les coulisses de la grève, ses causes et ses répercussions sur la suite de la Révolution de libération.

De son côté, le directeur des Moudjahidine de Batna, Djemai Boumaâraf, a souligné que de nombreux étudiants ayant répondu à l'appel de la Nation le 19 mai ont fait partie, par la suite, de l'élite et des chefs de file de la Révolution de libération, et dont certains ont été nommés à des postes de responsabilité après le Congrès de la Soummam le 20 août 1956.

Parmi les étudiants ayant rejoint la révolution à la fleur de l'âge, on compte le chahid Abdelali Benbaâ-touche et les moudjahidine décédés Mohammed Saleh Yahiaoui, Mohamed Seghir Abdesamad, Abdelhamid Ghenam et Mustapha Merarda alias Mustapha Bennoui, ainsi que ceux du commandant Amar Mellah et Mahmoud Athamma, toujours en vie, a fait savoir le responsable.

Le directeur des Moudjahidine de Batna a également révélé une partie du livre d'or dédié aux martyrs de la wilaya durant la période comprise entre 1954 et 1962, a été consacrée à faire connaître ces héros qui se sont sacrifiés pour que vive l'Algérie indépendante, perpétuer leur mémoire au fil des ans et en faire un exemple à suivre pour les générations futures.

RENCONTRE AVEC LE MOUDJAHID SALAH MEKACHER
"L'arrivée des étudiants aux maquis a propulsé la Révolution"

L'arrivée aux maquis des étudiants qui ont répondu à l'appel à la grève du 19 mai 1956, lancée par l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), a propulsé la Révolution et lui a donné un nouveau souffle, a témoigné l'ancien moudjahid, Salah Mekacher qui a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) suite à cet appel. Rencontré par l'APS chez lui à Tizi-Ouzou, cet ancien officier de l'Armée de libération nationale et secrétaire au Poste de commandement (PC) de la Wilaya III historique, où il a été affecté par le Colonel Amirouche Ait Hamouda, a observé que "l'apport des étudiants et lycéens à la Guerre de libération nationale contre le colonialisme français, était considérable notamment au plan politique, sanitaire et administratif. Les étudiants ont propulsé la Révolution et étendu l'espace de lutte", a-t-il affirmé.

"Les étudiants ont participé à une meilleure organisation de la Révolution à tel point que la Wilaya III historique, où j'étais affecté, est devenue une horloge qui a bien fonctionné et qui a déboussolé l'adversaire", a-t-il insisté.

Au plan politique, a-t-il expliqué, les étudiants "ont contribué de manière efficace à la propagation de l'idéologie du Front de libération nationale (FLN) grâce à leur maîtrise du discours et de la communication de masse", a souligné El Hadj Salah Mekacher, ancien élève de la médersa Ethaalibia d'Alger et qui a boycotté comme ses autres camarades, les examens en réponses à l'appel à la grève de l'UGEMA.

Le service de santé de l'ALN, qui était important pour la prise en charge des blessés, a été aussi constitué par ces mêmes étudiants. "Les étudiants ont constitué la charpente du service de santé de l'ALN et c'est une œuvre merveilleuse parce qu'ils étaient en mesure de recevoir leurs compagnons blessés et de les soigner", a-t-il témoigné.

Concernant le volet gestion et administration, M. Mekacher a observé que les étudiants ont pris en charge et organisé le service d'intendance. "Avant le déclenchement de la Guerre de libération nationale, les groupes de moudjahidine comprenaient, en moyenne, une douzaine d'éléments et leur prise en charge était assurée par les villages, mais lorsque l'ALN a été constituée elle comptait des unités d'une centaine de Djounouds, il a fallu mettre en place un service d'intendance et dont la gestion a été confiée aux étudiants", a-t-il observé.

C'est parce qu'il fallait constituer ces deux services que Abane Ramdane et Larbi Ben Mhidi ont appelé à la grève des étudiants. "Ils savaient qu'on avait besoin d'eux et c'est dans cette perspective qu'ils ont appelé tous ceux qui étaient lettrés à rejoindre le maquis", a insisté M. Mekacher. Incorporé au début dans les groupes armés, Salah Mekacher sera affecté au PC de la Wilaya III historique fin octobre 1957 sur ordre du colonel Amirouche qui l'a rencontré au village Taslent dans la région d'Akbou (Bejaia). Il a été admis au service presse qui comptait entre 15 et 18 éléments. "Lorsque le colonel Amirouche qui m'a interrogé à Taslent, a

su que j'étais bilingue (arabe/français), il m'a retenu et c'est lui qui m'a envoyé au PC de Wilaya III pour rejoindre le service de presse où on avait besoin d'un traducteur", a-t-il indiqué.

Ce jeune entama alors son travail de traducteur. "Je traduais tous les documents en français vers la langue arabe, parce que le colonel Amirouche attachait une grande importance à la langue arabe qui était une question de souveraineté pour lui. Il disait aucun document ne sort du PC s'il n'est pas traduit vers l'arabe", se rappelle-t-il. Arrive alors la purge suite à l'opération d'infiltration "La Bleuite" lancée par l'armée coloniale en 1957. Salah Mekacher n'y a pas échappé et il fut arrêté par ses camarades. "Pour moi c'était la fin de tout, j'ai vécu ces événements très douloureusement. Le grand désarroi était que de maquisard on devient traître". Après deux mois de détention, Salah Mekacher a été libéré sur ordre du colonel Amirouche, "c'était lui qui m'avait affecté au PC de la wilaya III, donc je ne pouvais pas être un traître", a-t-il ajouté.

"Plumes et écritures et pages d'Histoire", en attente de publication

Pour fixer ses témoignages et les transmettre aux générations futures, Salah Mekacher s'est mis à écrire. Auteur prolifique,



il a, à son actif, six ouvrages sur la Guerre de libération nationale qu'il a abordés sous différents thèmes. Son tout dernier livre attend impatiemment le confinement pour voir le jour. "Plumes et écritures et pages d'Histoire" aborde notamment la question de la propagande, et le rôle du PC de Wilaya III sous le commandement des colonels Amirouche et Mohand Oulhadj, a-t-il annoncé. "L'écriture est le meilleur support pour fixer la mémoire, faire connaître l'ALN et son combat et faire savoir à quel prix nous avons arraché notre indépendance", a-t-il indiqué en relevant, "quand vous rencontrez un moudjahid qui a survécu, il faut voir derrière lui 100 moudjahidines qui sont tombés au champs d'honneur".

"Maintenant que nous avons l'occasion de le faire, il est important de témoigner et d'écrire notre Histoire nous Algériens parce que la plupart du temps se sont les Français qui ont écrit avec leur vision", a-t-il conclu.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Ali Boushaba, le chahid qui a sacrifié ses études de médecine pour la patrie

Le chahid Ali Boushaba, natif de la wilaya de Khenchela, fait partie des étudiants algériens à avoir répondu le 19 mai 1956 à l'appel à rejoindre les rangs de la Révolution de libération nationale, interrompant sans hésitation ses études de médecine qu'il suivait à l'université de Toulouse (France).

Ali est né un 9 mars 1931 au sein d'une famille de sept enfants, dont quatre frères. Ils habitaient la rue Lamoricière (Ibn Badis actuellement) dans le centre-ville de Khenchela. Doué pour les études, Ali avait terminé son cycle primaires avec mérite à l'école des "indigènes" de sa ville natale avant de poursuivre ses études collégiennes à Batna puis secondaire au lycée Jugurtha de Constantine, selon le témoignage de son frère, Rachid, à la veille de la commémoration du 64^{ème} anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai).

"Après l'obtention de son bac, Ali se rend en 1952 à la ville française de Toulouse pour poursuivre son enseignement supérieur en médecine", se rappelle le frère du chahid.

"En France, la conscience politique d'Ali Boushaba s'épanouit au contact des militants nationalistes et devient membre actif de la Fédération de France du Front de libération nationale. Il fait parti des centaines d'étudiants algériens à avoir interrompu leurs études en France pour rejoindre la Révolution de libération et porter la cause algérienne sur la scène internationale", assure-t-il. — Ali rejoint la Révolution sans informer sa famille — Rachid Boushaba, actuellement membre du Conseil de la nation, affirme que son frère Ali avait arrêté ses études et rejoint les rangs de la Révolution l'été 1956



sans informer sa famille. Ce n'est qu'en 1957 lorsque le sous-préfet de Khenchela convoque le père de Ali pour le sanctionner de la décision prise par son fils, que la famille en prend connaissance. Se basant sur le témoignage d'Amar Bouhouche, qui fut le compagnon de son frère chahid, Rachid ajoute que les liens qu'avait Ali avec les militants du FLN lui ont permis de rejoindre les maquis des monts El Meida dans la

région de Sedrata sous le commandement de Salah Didi, aléas Salah Essoufi, alors responsable de la zone 4 de Souk Ahras.

Peu de temps après, Ali Boushaba est envoyé en Tunisie, où il retrouva le moudjahid et médecin Mohamed Seghir Nekache, dont il avait fait connaissance durant ses études de médecine à Toulouse. Nekache l'envoie à son tour vers la localité de Tozeur près de la frontière algérienne pour rejoindre

l'équipe de stagiaires travaillant à l'hôpital où étaient pris en charge des malades et blessés de l'Armée de libération nationale (ALN) jusqu'en 1957.

Suite à la destruction de l'hôpital par les forces de colonisation française peu après y avoir été affecté, Ali édicte de regagner le pays, en attendant son envoi aux Etats-Unis pour poursuivre ses études en médecine comme promis par l'état-major de l'ALN.

Une fois de retour au pays, il rejoint la localité de Tafassour (sud de Khenchela), où il ne reste que quelques jours avant de tomber en martyr le 17 février 1957 à la suite du pilonnage par l'armée française du refuge où il se trouvait.

La famille de Ali a appris la triste nouvelle de sa mort par le moudjahid Bouzidi El Hachemi, qui se trouvait avec lui dans le même maquis. Après l'Indépendance, les restes d'Ali Boushaba ont été réinhumés au cimetière des Chouhada de Tafassour dans la commune de Chechar, poursuit son frère Rachid. L'hôpital de Khenchela, un lycée de la cité Sidi Mabrouk de Constantine et un lycée à Draria (Alger) ont été baptisés du nom de Ali Boushaba, en reconnaissance de son courage et ses sacrifices pour la patrie. Le musée du moudjahid de Khenchela renferme notamment quatre photos du chahid remis es par sa famille.

19 MAI 1956

Les frères Khechna, ou quand l'amour du pays prime sur la réussite scolaire (TEMOIGNAGES)

Les frères Khechna Rachid et Abderezzak font figure d'exemple type de la primauté de l'amour du pays sur tout autre sentiment ou rêve, même s'il s'agit de la réussite scolaire, qui constitue l'objectif suprême de tout enfant, préférant, comme beaucoup de leurs semblables, de participer au combat libérateur contre l'occupant français.

Ce rêve suprême d'un parcours scolaire réussi a été abandonné, par les deux frères, un certain 19 mai 1956. Abderezzak et Rachid étaient alors respectivement âgés de 17 et 15 ans, et tout comme les étudiants algériens de l'époque, et en dépit de leur jeune âge, ils décidèrent de répondre à l'appel du pays, en quittant les bancs des écoles, car l'"indépendance de l'Algérie vaut tous les sacrifices", ont affirmé les deux moudjahidines à l'APS.

Faisant appel à ses souvenirs, Abderezzak assure qu'il se "rappelle parfaitement de cette journée. J'étais en 3^{ème} (collège) au lycée Ibn El Rochd (Ex- Duveyrier) et nous étions en cours d'histoire quand j'appris la nouvelle de la grève des étudiants algériens pour protester contre la ségrégation française à l'égard des étudiants algériens, d'une part, et rejoindre la Révolution, d'autre part", a-t-il souligné.

Par coïncidence, le cours de ce jour là s'intitulait l'"exploration de l'Algérie", ce qui poussa Abderezzak, l'unique algérien de la classe, à protester dans un cri de révolte "ce n'était pas exploration, mais une colonisation", ce qui lui valu d'être mis dehors par l'enseignant français.

Ces ainsi que j'ai rejoint les étudiants grévistes dans la cour

du lycée", se rappelle notre héros national. "Nous avons, moi et mon frère, rejoint la grève, avec la bénédiction de notre père, qui malgré le fait de voir son rêve de bonnes études lui échapper, nous à encourager à participer à la Révolution nationale", a souligné le moudjahid Abderezzak. Et de poursuivre "au début, j'ai été chargé de cacher les armes chez moi, au domicile familial, sis à Bab Khouikha (ex-Raymond Carre), sur demande du moudjahid Mohamed Kerdjadj. Mais j'ai eu peur d'impliquer mes parents si mes activités étaient découvertes par l'armée coloniale, alors j'ai changé de cachette".

Une dizaine de jours après, le moudjahid Kerdjadj lui demanda de lui remettre les armes pour les acheminer à l'Armée de libération nationale. C'est là qu'il lui répondit "ces armes ne partiront pas sans moi", se rappelle le moudjahid Khechna Abderezzak. "J'ai décidé de rejoindre mes frères au combat, et j'ai été chargé dès lors, d'approvisionner les moudjahidines en différents besoins, en effectuant des allers-retours entre la ville et la montagne, jusqu'à ce que je fusse arrêté et détenu, durant trois ans, dans un camp colonial", se souvient t-il.

Mais cela n'a pas constitué un frein pour lui. Il se fit embauché à l'usine "Renault", a-t-il raconté à l'APS. Là, il réussit le défi d'enrôler la responsable (Mme. Nicole), dont le mari et le père étaient des officiers dans l'armée française, dans sa cause. En effet la dame volait des tenues militaires, qu'il remettait aux moudjahidines. Mais l'opération fut découverte. U n ordre a été émis en vue de son arrestation, avant qu'il ne rejoigne la Révolution armée, dans la zème

zone de la Wilaya historique IV (entre Médéa et Blida). "J'ai participé à de nombreuses batailles aux cotés de mes frères moudjahidines, dont plusieurs sont tombés au champ d'honneur et j'ai occupé de nombreux postes, dont celui de responsable des renseignements. Ce qui m'a valu une condamnation à la peine capitale, par contumace. Mais j'ai poursuivi mon combat jusqu'à l'indépendance du pays", a-t-il assuré fier de lui.

Le même combat libérateur a été mené par son jeune frère Rachid Khechna, qui en dépit de son jeune âge (15 ans) avait la conviction que la lutte armée et le sacrifice (il a quitté l'école) étaient les seuls moyens de restituer l'indépendance du pays et de se libérer de toutes les formes de ségrégation raciale dont il était victime, au même titre que les écoliers algériens, qui étaient notamment contraints de doubler l'année plusieurs fois, en dépit de leurs bons résultats scolaires. Le moudjahid Rachid, dont la voix était affaibli par la maladie, a raconté à l'APS, qu'il étudiait à l'école de Sidi Yekhelef (ex-Pierre Caseneuve). "J'ai rejoint la grève du 19 mai, en dépit du refus de tous, car j'étais jeune. Mais j'ai quitté l'école et j'ai voulu participer à la lutte, alors on me demanda de collaborer avec les moudjahidines", a-t-il indiqué.

Et de poursuivre: "je fus embauché chez un couturier réputé de la ville (Chahid Bachir Bouziri). Il m'a appris le métier, avant de m'envoyer travailler dans l'armée de l'air française, en compagnie du Chahid Mohamed Brakni", assurant qu'il volait des tenues militaires qu'il dissimulait sous ses habits, "jusqu'à réussir à en faire



sortir une centaine", assure t-il fier de son exploit.

Craignant pour ma vie, mon frère Abderezzak ma demandé de quitter l'armée de l'air, car je risquais de "payer un fort tribut si on découvrait ce que je faisais", m'a t-il prévenu. "C'est alors que j'ai rejoint l'école de la santé, ou j'ai suivi des études d'infirmier", se remémore Rachid, signalant avoir travaillé comme infirmier, par la suite, et qu'il approvisionnait les moudjahidines en médicaments, en collaboration avec le responsable d'une clinique.

"J'ai rejoint les moudjahidines dans les montagnes, en 1960, j'avais 19 ans, et j'ai activé à Lakhdaria, Médéa, Blida et Cherrhell, en prodiguant des soins aux moudjahidines, les blessés notamment", a-t-il souligné.

Il fut arrêté le 21 décembre 1960 en compagnie d'un groupe de moudjahidines, et ils furent déte-

nus à la prison de Rovigo (Bouguera actuellement), où ils furent soumis à la torture. "Mais j'ai tenu bon" assure-t-il. Il fut par la suite transféré à la prison "Haouch Chenou" de Chiffa, pour travaux forcés, mais il réussit à s'enfuir en février 1962. De là, il rejoint les montagnes jusqu'à l'indépendance.

Les frères moudjahids Khechna Rachid et Abderezzak sont ainsi les témoins vivants des sacrifices consentis par les étudiants algériens pour arracher l'indépendance de l'Algérie. Des sacrifices qui doivent inciter les étudiants d'aujourd'hui, assurent-ils, "à faire prévaloir l'amour du pays, de même que les valeurs du courage, la rigueur et le dévouement, afin d'atteindre les plus hauts niveaux de la connaissance et du savoir, et contribuer à l'édification de leur pays". "C'est la le combat des étudiants d'aujourd'hui", estiment les deux moudjahidines.

INDUSTRIES MÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE Un nouveau régime préférentiel écartant les lots CKD (PLFC)

Le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020 qui sera prochainement soumis au parlement pour débat et enrichissement prévoit un nouveau régime préférentiel visant à relancer les industries mécanique, électronique et électrique, à travers des exonérations fiscales et l'exemption des droits de douane, mais en écartant les collections destinées à l'industrie de l'assemblage et montage automobiles (CKD).

Dans ce cadre, les opérateurs des industries mécanique et électronique et appareils électroménagers bénéficieront d'une exemption des droits de douane et de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les matières premières importées ou acquises localement ainsi que sur les composants acquis auprès des sous-traitants, conformément à l'article 61 du projet de loi de finances complémentaire.

Les matières et composants importés seront consignés dans une liste quantitative établie au titre de chaque exercice fiscal, comme partie intégrante d'une décision d'évaluation technique accordée par le ministre chargé de l'Industrie, que l'opérateur agréé sera tenu de soumettre aux services de l'administration des douanes et des impôts", selon le même article.

Sont soumis au taux de 5 % de droits de douane et au taux de 19% de TVA, tous les ensembles, sous-ensembles et accessoires importés séparément ou groupés, par les opérateurs ayant atteint le taux d'intégration consigné dans le cahier de charges de leur filière.

Cette nouvelle mesure vise à encourager les opérateurs à atteindre un taux d'intégration nationale favorable à l'émergence d'industries réelles au lieu du montage actuel, et ce à travers deux régimes distincts. Le premier régime concerne les matières premières ou les produits semi-finis acquis localement ou de l'étranger par les producteurs en vue de leur intégration à la production.

Le deuxième régime concerne les composants non intégrés aux produits ayant atteint le taux d'intégration demandé dans le cahier des charges de chaque filière concerné par ce régime préférentiel, lequel sera publié dans des textes réglementaires.

Ces exonérations seront appliquées, en général, dans le cadre de ces deux régimes qui seront accordés sur toute matière ou composant, quelle que soit l'espèce tarifaire, ne se référant pas à la sous-position CKD de chaque produit fini, mais s'appliqueront communément à tous les éléments importés ou acquis localement, quelle que soit la position tarifaire, dans les limites des quantités pour chaque matière et composant, accordés pour un exercice, par l'autorité en charge du contrôle du respect des clauses du cahier des charges, souscrit par l'opérateur. En parallèle, le PLFC approuvé depuis une semaine par le conseil des ministres propose l'annulation du régime préférentiel pour le montage automobile prévue dans l'article 88 de la LF 2017.

Il est indiqué dans l'exposé des motifs de que l'analyse de l'activité de montage et d'assemblage en Algérie, dont le montage automobile, révèle que le processus de fabrication était réduit à un simple assemblage de sous-ensembles avec de très faibles possibilités d'intégration. Le maintien de ce dispositif ne procurant pas de valeur ajoutée réelle, va amplifier le niveau de la dépense fiscale octroyée, sans une réelle contrepartie en matière de remontée de filière et de transfert technologique.

Exemptions au profit des sous-traitants et autorisation de l'importation automobile pour les concessionnaires

S'agissant des sous-traitants locaux constituant un élément clé dans la politique d'incitation à l'intégration, le PLFC propose dans son 56^e article l'exemption des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, pour une période de deux (02) ans renouvelable, les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités de production d'ensembles et de sous-ensembles destinés aux produits et équipements des industries mécaniques, électroniques et électriques, ainsi qu'à la maintenance des équipements de production des différents secteurs d'activité, et à la production de pièces de rechange et composants pour tous usages.

Le Gouvernement vise à travers cette mesure à "susciter une attractivité pour cette activité chez les jeunes compétences locales et attirer des équipementiers étrangers".

Par ailleurs, le PLFC abroge l'article 52 du LFC 2014 qui stipule "les concessionnaires automobile sont tenus d'installer une activité industrielle et/ou semi-industrielle ou toute autre activité ayant un lien direct avec l'industrie automobile dans un délai maximum de trois ans".

"L'état actuel du marché national des véhicules neufs, de même que la contradiction entre l'obligation logique pour ceux ayant investis dans l'activité de montage, d'augmenter leur production et vente et, l'impératif pour l'Etat de limiter ces mêmes ventes, font de cet article un obstacle à l'alimentation du marché national, en laissant jouer le libre jeu de la concurrence et, rendent inutiles et contre productifs les avantages fiscaux consentis aux assembleurs mis en position de cartel monopolistique sur un marché captif", a estimé le Gouvernement dans son exposé de motifs. Au vu de la politique actuelle, tendant à susciter et à encadrer de véritables projets de construction de véhicules, par un dispositif incitant à des investissements effectifs qui ne seront pas opérationnels avant au moins trois ans.

Et vu l'impératif d'alimenter le marché national en divers véhicules touristiques et utilitaires, dicte de lever cette mesure restrictive, en procédant à une révision des droits de douane ou de la taxe sur les véhicules neufs à la hausse pour les véhicules importés, ce qui permettra d'alimenter le marché, tout en limitant les importations par effet de taxation et d'alimenter le Trésor public.

LE PROFESSEUR BELMIHOUB À L RADIO NATIONALE "L'impôt sur la fortune permettra d'orienter les fonds vers l'investissement"

L'économiste, Mohamed Cherif Belmihoub, a estimé dimanche que l'impôt sur la fortune, proposé dans le projet de loi de finances complémentaire (PLFC 2020), devrait permettre d'orienter les fonds vers l'investissement au lieu de les thésauriser ou d'acquiescer des patrimoines.

"Beaucoup de surplus et de profits se sont accumulés durant les dernières années, mais malheureusement ils n'ont pas été réinvestis mais ils ont été patrimonialisés", a indiqué M. Belmihoub qui s'exprimait sur les ondes de la Radio algérienne.

Selon lui, il est nécessaire de distinguer entre la fiscalité sur le capital et celle du patrimoine, en encourageant les fonds investis et en soumettant à l'impôt "lourdement" le patrimoine personnel.

"C'est une démarche qu'il faut développer.

Nous avons amorcé cette année avec l'impôt sur la fortune mais il faut aller encore plus loin pour que les gens patrimonialisent leurs surplus dans des investissements", a-t-il noté. L'économiste estime, par ailleurs, que le PLFC 2020 devrait permettre de lever les verrous qui freinent l'investissement en Algérie, en annulant notamment le droit de préemption et la règle 51/49 à l'exception de cinq secteurs stratégiques.

"Le droit de préemption n'a pas servi à grand-chose. Dans une économie ouverte, c'est un facteur de blocage, puisque le capital doit bouger ne peut pas vivre dans une rigidité", soutient-il. Concernant la



mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, M.

Belmihoub a salué la constitutionnalisation de nouveaux droits ainsi que la réintroduction de la "liberté du commerce et d'industrie".

Toutefois, l'économiste a émis certaines réserves sur le style de la rédaction de cette mouture : "le texte va trop dans les détails, sa

rédaction a rendu la constitution +grasse+, alors qu'elle est censée fixer les règles de base et les grands principes". Les détails stériles vont rendre rigide le fonctionnement de l'économie. Si on rédige une règle avec précision, on ne donne pas d'espace à la législation", ajoute-t-il.

En outre, la mouture reste "réservée" quant à la question de la décentralisation, selon l'économiste qui propose dans ce cadre, la création d'une circonscription regroupant plusieurs wilayas qui partageraient les mêmes ressources naturelles, ou qui jouissent d'une complémentarité économique. Interrogé sur l'augmentation des prix des carburants prévue dans le PLFC 2020, M. Belmihoub a estimé qu'elle était "insuffisante" soulignant que les subventions doivent s'opérer au niveau des revenus et non pas les prix.

PLFC 2020 Elargissement de l'assiette de l'impôt sur la fortune et son calcul selon un barème progressif

Le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020, propose le remplacement de l'impôt sur le patrimoine par l'impôt sur la fortune, avec élargissement du champ des personnes auxquels il sera imposé et l'augmentation de sa valeur selon un barème progressif.

Outre le changement de son appellation, les nouveaux amendements introduits à cet impôt créé en 1993, comportent l'imposition des personnes fortunées, même si ces derniers ne disposent pas de biens en Algérie mais leurs dépenses présentant un caractère excessif, correspondant à des revenus n'ayant pas été déclarés en matière d'impôt sur le revenu global (IRG).

Concernant sa valeur, le PLFC qui sera présenté devant l'Assemblée populaire nationale (APN) prochainement, propose de remplacer la moyenne relative actuelle estimée à 0,1% sur tout patrimoine, dont la valeur dépassait 100 millions de DA par un barème progressif.

Ainsi, le taux est de 0,15 % pour le patrimoine dont la valeur varie entre 100 et 150 millions de DA, de 0,25 % pour le patrimoine dont la valeur varie entre 150 et 250 millions de DA, de 0,35 % pour le patrimoine dont la valeur varie entre 250 et 350 millions de DA et de 0,5 % si la valeur du patrimoine varie entre 350 et 450 millions de DA.

Mais si la valeur du patrimoine dépassait les 450 millions de DA, l'impôt sur la fortune serait de 1%, selon les propositions contenues dans le PLFC, adopté par le Conseil des ministres le 10 mai en cours.

Pour les personnes physiques, ayant leur domicile fiscal en Algérie et ne détenant pas de biens, mais soumises à cet impôt par rapport aux éléments de leur train de vie, le PLFC stipule que l'évaluation de l'impôt s'opère conformément aux dispositions de l'article 98 du code des impôts directs et taxes assimilées, relative à l'estimation forfaitaire minimum du revenu sur lequel l'impôt est imposé selon le train de vie.

Cet article porte sur dix éléments de mode de vie, dont les locaux de résidences principales et secondaires, les employés de maison, les véhicules, les motocycles, les bateaux de plaisance, les yachts, les avions touristiques et les chevaux.

La PLFC a apporté un onzième élément consistant en les dépenses liées aux charges locatives (location de logement, location de véhicules, dépenses de voyages et autres).

Le projet de loi a maintenu l'exonération de cet impôt pour la résidence principale, à condition que sa valeur commerciale soit inférieure ou égale à 450 millions de DA.

Le projet de loi a revu les éléments constituant la richesse, en excluant de l'assiette de l'impôt les biens immobiliers loués, les mobiliers destinés à l'ameublement, à la joaillerie, aux pierres précieuses, à l'or, aux métaux précieux et aux mobiliers matériels, notamment les dettes, les dépôts, les cautions et les contrats d'assurance en cas de décès ainsi que les rentes viagères.

Reformulation du régime de l'IFU

Par ailleurs, le projet de loi prévoit de nouvelles mesures liées à la réorganisation et à la reformulation du régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), en annulant le régime de la déclaration contrôlée pour les métiers non commerciaux, à l'instar des avocats.

Cette nouvelle révision fait suite à l'amendement par la Loi de finances 2020 actuellement en vigueur du régime de l'IFU qui est appliqué aux personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu global (IRG) dans la catégorie des bénéficiaires professionnels dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 15 millions de DA au lieu de 30 millions de DA.

Les amendements proposés dans le PLFC consistent à réintroduire le régime de l'IFU en vigueur jusqu'au 31 décembre 2019, tout en maintenant le nouveau seuil de soumission fixé à 15 millions de Le PLFC propose, en outre, des dispositions pour la

simplification du régime de l'IFU notamment, par l'abandon de la contractualisation de cette imposition.

Dans l'exposé des motifs de ces amendements, le Gouvernement estime que le nouveau régime de l'IFU (applicable à partir de janvier 2020) prévoit l'application d'une mesure contraignante pour la fixation du montant de cet impôt, ce qui va à l'encontre de l'objectif escompté, à savoir la simplification des engagements fiscaux des contribuables d'une part et la rationalisation des frais de gestion de l'impôt d'autre part.

L'application de ce nouveau régime dans le nouveau système d'informations "Jibaya'tic" exige une redéfinition des missions, ce qui implique automatiquement des frais supplémentaires sans valeur ajoutée en termes de recettes fiscales.

Ainsi, le Gouvernement propose la réintroduction du régime de déclaration concernant l'IFU, au lieu de la formule de contractualisation décidée au titre de la loi de finances 2020. Concernant les professions non commerciales (avocats, ingénieurs, médecins), le PLFC prévoit l'annulation du régime de la déclaration contrôlée imposée dans le cadre de la loi de finances 2020 aux personnes physiques exerçant une activité non commerciale, sans tenir compte de leurs revenus professionnels. Il propose aussi la réintroduction de l'IFU en vigueur jusqu'au 31 décembre 2019, dont le seuil d'imposition a été fixé à 30 millions de dinars, et non applicable aux personnes morales.

Par ailleurs, les opérations effectuées par les personnes dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 30 millions de dinars ont été réintroduites dans les dispositions de l'article 8 du code des taxes sur le chiffre d'affaires qui définit les exceptions d'application de la TVA, alors que ledit article a été annulé par la loi de finances 2020.

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 34 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse lundi, aidés par une offre qui diminue alors que les perspectives côté demande s'améliorent, le Brent s'approchant des 34 dollars.

Lundi matin à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 33,70 dollars, en hausse de 3,69%.

Le baril américain de WTI pour livraison en juin grimpeait de 5,30% à New York par rapport à la clôture de vendredi, à 30,99 dollars.

Il a franchi dès le début de séance le seuil symbolique des 30 dollars, une première depuis le 17 mars.

La semaine passée, le Brent est monté de 5% et le WTI a décollé de 19%, après avoir déjà terminé en hausse les deux semaines précédentes.

"La journée commence bien" pour le pétrole, a salué Naeem Aslam, analyste. "Les signes d'une reprise progressive de la demande soutiennent les prix du pétrole", a estimé Al Stanton, analyste, alors que de nombreux pays



dans le monde poursuivent lundi leur déconfinement progressif.

"Le contrat WTI de juin expire mardi, et rien n'indique pour l'instant que les prix descendront en dessous de zéro cette semaine", a-t-il ajouté.

Les cours du brut sont en convalescence depuis plusieurs semaines après

l'épisode quasi-traumatique du passage en-dessous de zéro dollar du cours du WTI pour livraison en mai le 20 avril dernier, à la veille de sa date d'expiration.

Il s'agit d'un véritable "renversement de situation", selon Eugen Weinberg, analyste.

Il voit dans la reprise

des cours le signe "des importantes réductions de production mises en œuvre par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, et de la baisse (involontaire) de la production aux Etats-Unis, associées aux espoirs d'un retour prochain de la demande".

L'organisation de l'Opep et ses principaux partenaires se sont accordés le 12 avril sur une réduction de leur production de 9,7 millions de baril par jour sur deux mois, une mesure exceptionnelle qui est entrée en vigueur le 1er mai.

Depuis, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis ont annoncé vouloir diminuer encore davantage leur production de brut, dans un contexte d'offre toujours excédentaire et de stockage proche de ses limites.

JAPON/ÉCONOMIE

Le Japon est entré en récession, le pire encore à venir

L'économie japonaise est entrée en récession, avec un deuxième trimestre de contraction d'affilée du produit intérieur brut entre janvier et mars, alors que la crise du coronavirus commençait à frapper, révèle des données publiées lundi par le gouvernement.

Le PIB a reculé de 0,9% au premier trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019, où il s'était déjà contracté de 1,9% (contre -1,8% annoncé lors d'une précédente estimation début mars).

Le consensus d'économistes sondés par l'agence Bloomberg s'attendait à un repli légèrement plus important au premier trimestre (-1,1%).

C'est la première fois depuis 2015 que le Japon retourne en récession, définie par une contraction de la richesse nationale sur au moins deux trimestres.

Son économie était déjà mal en point depuis le quatrième trimestre 2019, en raison d'une hausse de deux points de la TVA depuis le 1er octobre, qui a plombé la consommation des ménages, et du passage dévastateur d'un puissant typhon.

L'activité a poursuivi sa baisse au premier trimestre sous l'effet de la crise du coronavirus, qui a encore affaibli la consommation des ménages (-0,8% sur un trimestre) et réduit les investissements des entreprises. La croissance des investissements publics a aussi connu un coup d'arrêt au premier trimestre (-0,4%), tandis que le commerce extérieur était aussi en berne, avec une contraction de 6% des exportations, partiellement compensée par une baisse marquée des importations également (-4,9%).

"Le pire est encore à venir", avait commenté Naoya Oshikubo, économiste de SuMi Trust, dans une note avant la publication de lundi.

Il s'attend à un plongeon de 10,2% du PIB au deuxième trimestre par rapport au premier.

Car le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence début avril face à la hausse de cas de Covid-19 dans l'archipel, tandis que la pandémie paralysait encore davantage l'Europe et les Etats-Unis.

L'état d'urgence au Japon n'induit pas de confinement obligatoire mais permet aux gouverneurs des régions d'inciter les habitants à rester chez eux le plus possible, et aux commerces jugés non essentiels de baisser temporairement le rideau.

Le dispositif a été levé jeudi, avec deux semaines d'avance, dans 39 des 47 préfectures du pays, à la suite d'une forte baisse de nouveaux cas recensés de Covid-19.

Mais il est maintenu pour le moment à Tokyo et dans les autres régions les plus urbanisées et industrialisées du pays.

EMIRATS ARABES - TRANSPORT AÉRIEN - CORONAVIRUS

La compagnie aérienne Emirates envisage de supprimer environ 30.000 emplois

La compagnie aérienne Emirates envisage de supprimer environ 30.000 emplois afin de réduire ses coûts face à l'épidémie de coronavirus, a rapporté dimanche l'agence Bloomberg. Une telle mesure reviendrait à réduire de 30% les effectifs du transporteur qui employait plus de 105.000 personnes fin mars, a précisé l'agence de presse qui cite des personnes au fait du dossier. La compagnie envisage également d'accélérer le retrait des A380 de sa flotte, a ajouté l'agence américaine. Emirates a annoncé le 13 mai dernier la reprise prochaine de ses vols passagers à destination et en provenance de neuf destinations, dont des villes d'Italie et d'Espagne, ainsi que des services de correspondance pour les voyageurs voyageant entre le Royaume-Uni et l'Australie. Tous les vols entrants, sortants et en transit aux Emirats arabes unis ont été suspendus en mars dans le cadre des mesures de précaution visant à enrayer la propagation du coronavirus.

Le transporteur basé à Dubaï a annoncé qu'à partir du 21 mai, il opérerait à Londres Heathrow, Francfort, Paris, Milan, Madrid, Chicago, Toronto, Sydney et Melbourne.

La compagnie a conseillé aux voyageurs de se conformer aux exigences de leur pays de destination et d'obtenir l'approbation de l'Autorité fédérale pour l'identité et la citoyenneté pour les résidents des EAU qui souhaitent retourner à Dubaï.

La compagnie a assuré aussi avoir renforcé diverses mesures de précaution pour garantir la sécurité et le bien-être des passagers et du personnel.

APS

ETATS-UNIS

La crise provoquée par la pandémie différente de la Grande Dépression

Le patron de la Banque centrale américaine, Jerome Powell a affirmé dimanche que la crise économique provoquée par la pandémie présente "des différences fondamentales" avec la Grande Dépression et la croissance devrait reprendre plus vite malgré un chômage très élevé et une profonde récession.

"Je ne crois pas du tout que ce soit un résultat probable", a dit M. Powell, lors d'une interview sur CBS à propos d'une Grande dépression du type de celle des années 1930, citant une économie florissante avant la pandémie, des banques solides et une réaction adéquate des autorités. Pour autant, il estime qu'un pic du taux de chômage à 20 ou 25% est probable, et que la chute du PIB des Etats-Unis au deuxième trimestre aux Etats-Unis sera "facilement dans les 20, les 30%". Mais au-delà des

indicateurs économiques que la Banque centrale compile et essaye d'anticiper, M. Powell a souligné que l'heure était surtout à la maîtrise de la pandémie, en l'absence de vaccin ou de traitement ayant fait ses preuves thérapeutiques.

Le débat fait rage aux Etats-Unis entre les partisans d'une réouverture et rapide de l'économie et ceux d'une ouverture lente et raisonnée pour tenter d'éviter une seconde vague d'infections.

"Vous savez, la chose qui compte plus que toute autre pour le moment ce sont les indicateurs médicaux.

C'est la diffusion du virus. Ce sont toutes ces choses qui y sont associées" comme par exemple les mesures de distanciation sociale, a expliqué M. Powell.

Pour lui c'est une condition sine qua non pour que l'économie puisse



redémarrer et "nous pensons que cela peut-être le cas dès le troisième trimestre".

BOURSE - ACTIONS - DIVIDENDES

Les dividendes mondiaux devraient baisser "d'au moins 15%" en 2020

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde devraient baisser "d'au moins 15%" en 2020 du fait de l'impact du coronavirus sur les bénéfices des entreprises, souligne un rapport de la société de gestion Janus Henderson Investors, publié lundi.

"Le scénario optimiste prévoit une baisse des dividendes mondiaux de 15% cette année à 1.210 milliards de dollars, soit une baisse de 213 milliards de dollars" et la version "pessimiste" anticipe un recul de 35% cette année, à 933 milliards de dollars, explique le gestionnaire britannique dans un communiqué.

"La disparité entre les régions et les secteurs est grande", précise l'étude

publiée tous les trois mois, et qui fait référence sur le sujet. Selon le rapport, qui a "passé au crible des entreprises représentant plus des trois quarts des paiements mondiaux en termes de valeur", l'impact le plus fort devrait se faire sentir en Europe et au Royaume-Uni où "les régulateurs ont forcé les banques à suspendre les paiements de dividendes" et où "les grandes compagnies pétrolières ainsi qu'une série de grandes entreprises ont déjà réduit les paiements".

L'Amérique du Nord et l'Asie "sont susceptibles d'être les moins affectées" du fait notamment d'un nombre plus important de groupes technologiques, un secteur moins affecté,

détaille le rapport.

"En Chine et dans le reste de l'Asie, les entreprises ont déjà ajusté leurs paiements de 2020 sur les bénéfices de 2019, l'impact devrait donc être plus important en 2021", estime Janus Henderson.

Les secteurs pétrolier et minier, la finance au sens large et la construction sont très vulnérables, mais les entreprises technologiques et les secteurs défensifs comme les soins de santé, l'alimentation et la plupart des biens de consommation de base (à l'exception des producteurs de boissons qui dépendent fortement du secteur des bars et des restaurants) sont relativement préservés", note le rapport. En revanche, "la

pandémie n'a quasiment pas eu d'impact sur les dividendes du premier trimestre, qui ont augmenté de 3,6% pour atteindre un record de 275,4 milliards de dollars", d'après le document.

Pour Janus Henderson, "une partie de l'impact s'étendra jusqu'en 2021, année où les paiements seront probablement moins élevés que ce qui était prévu avant la pandémie", mais devraient reprendre pour certains secteurs, "à condition que la croissance des cas de virus ait atteint son pic, que le confinement imposé par les gouvernements actuels prenne fin" et que l'économie mondiale "se redresse".

INTEMPÉRIES - DÉGÂTS

Oran: des pluies torrentielles atteignant 18 à 35 millimètres dans la wilaya

Des pluies torrentielles qui se sont abattues durant la nuit de samedi à dimanche sur la wilaya d'Oran ont atteint par endroits 18 à 35 millimètres provoquant des inondations et des dégâts matériels et causant la mort d'un nourrisson, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

Contactée par téléphone par l'APS, les services locaux de la météorologie ont indiqué que les quantités de pluies prévues durant cette journée sont estimées à 20 millimètres et qu'une amélioration des conditions climatiques est prévue à partir de 18 heures.

Les fortes pluies qui se sont abattues de manière continue dans la nuit de samedi à dimanche à Oran ont enregistré de nombreux accidents, à l'instar de l'effondrement partiel de certaines habitations précaires et l'inondation par la crue de plusieurs axes routiers principaux, places publiques et cités d'habitations.

Les unités de la protection civile sont intervenues pour pomper les eaux infiltrées dans les habitations, évacuer la boue charriée par les eaux et secourir des personnes coincées dans plusieurs communes, à Mers El Kebir, Bousfer, Tafraoui, Aïn El Turck et Bir El Djir.

Les pluies ont provoqué également l'effondrement d'un mur à haï Lalla Khadija dans la commune de Mers El Kebir ayant causé la mort d'un bébé (une fille âgée d'une (1) année et demi) et blessé sa mère.

Le corps sans vie du nourrisson a été transféré à la morgue de l'hôpital d'Aïn El Turck et la maman a été évacuée à l'hôpital pour les soins nécessaires.

La cellule de communication des services de la protection civile a indiqué que les opérations d'intervention et d'évacuation des eaux de pluies se poursuivent jusqu'à l'heure.

Le wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, s'est rendu en compagnie des membres de la commission de sécurité de la wilaya dans de nombreux quartiers et points bas des axes routiers de la wilaya submergés par les eaux des pluies, à l'instar de la RN 2, notamment à l'entrée de Mers El Kebir.

Aussi, a-t-il été procédé à la constitution d'une cellule de crise, dont le pilotage sera assuré par le secrétaire général de la wilaya, regroupant les représentants des services de la sûreté de wilaya, de la protection civile, de la direction des travaux publics, de la direction des ressources en eaux et de la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

Il s'agit de recenser les différentes zones et axes routiers endommagés par les fortes pluies et ce, pour mener, en commun, des opérations d'intervention et également pour mettre les moyens permettant l'ouverture des routes et l'évacuation des points noirs dus à la stagnation des eaux.

Les communes de Mers El Kebir et d'Aïn El Turck, situées à l'ouest d'Oran, ont connu, dimanche, des protestations de groupes de citoyens qui ont bloqué des axes routiers pour faire entendre leurs préoccupations et les conditions difficiles dont lesquelles ils vivent, réclamant des logements décentes dans les meilleurs délais possibles.

Concernant une tornade au large du littoral de la commune d'Aïn El Turck, vue par de nombreux citoyens et filmée dans des vidéos ayant fait le tour des réseaux sociaux, les services de la météorologie ont expliqué que "ce n'est pas la première fois que ce phénomène se produit", précisant que ce phénomène a été observé dans le littoral de certains pays arabes, et qu'il s'agit-là d'une petite tempête qui ne présente aucun danger.

SOLIDARITÉ

"Forem" fait don de 20.000 masques et de 7.500 kits de dépistage du Coronavirus

La Fondation nationale de la promotion de la santé et du développement de la recherche médicale (Forem) a fait don dimanche à Alger de 20.000 masques médicaux et de 7.500 kits de dépistage rapide du Coronavirus (Covid-19), dans le cadre de la consolidation des efforts consentis à l'effet de faire face à la propagation de la pandémie, a-t-on appris auprès du président de ladite fondation, Khiati Mustapha. Dans une déclaration à l'APS, en marge de cette opération organisée au niveau du siège du centre "Forem de Bentlha", Dr.

Mustafa Khiati a précisé que "Forem" avait collecté, en coopération avec la communauté algérienne établie à l'étranger (Grande-Bretagne, Qatar et Montréal), des dons afin de fournir ces équipements médi-

caux, de renforcer les différents efforts déployés à l'effet de lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19 en Algérie et de mettre en avant leur soutien et solidarité en cette circonstance.

Le même responsable a indiqué en outre que ce don médical, remis à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), sise à Dar El Beida (Alger), comprend 20.000 masques médicaux et 7.

500 kits de dépistage rapide du nouveau Coronavirus, rappelant la première opération de solidarité lancée par l'organe avec cette même communauté, laquelle a porté sur la distribution de 10.000 kits au niveau de différents établissements hospitaliers.

Par ailleurs, selon M. Khiati, la FOREM a envoyé, lors de la précédente opération, des

aides médicales, à savoir, des combinaisons de protection, des masques chirurgicaux, des bavettes et des produits désinfectants, et qui ont été distribués aux établissements hospitaliers au niveau national, à l'instar de hôpitaux de Mila, Aïn Defla, Adrar, Laghouat et de Tipasa.

Selon le même responsable, une cellule d'écoute composée de psychologues a été mobilisée, en vue de répondre aux préoccupations des citoyens à l'approche psychologique à adopter vis-à-vis du Coronavirus, et ce en coordination avec l'Organe national de la protection et de la promotion de l'Enfance (ONPPE), via son numéro de téléphone le 111, en sus de la mise à la disposition des citoyens, d'une plate-forme de médecins comportant des numéros de 20 médecins

SOLIDARITÉ - FEMME RURALE

Mme Krikou insiste sur le soutien de l'Etat à la femme rurale dans les zones d'ombre

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a insisté dimanche à Khenchela sur le soutien de l'Etat à la femme rurale dans les zones d'ombre.

Des instructions ont été données aux directeurs des antennes de wilayas de l'Agence nationale de gestion des micros crédit (ANGEM) à l'effet de faciliter l'accès des habitants des zones d'ombre notamment les femmes aux différentes formes de soutien prévues dans ce cadre, a précisé la ministre dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail effectuée dans cette wilaya en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière Abderrahmane Benbouzid.

Au siège de la wilaya, la ministre qui a donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité au profit de plus de 500 familles issues des zones d'ombre, a relevé l'importance de reconduire ce genre d'initiative en cette période par-



ti culière marquée par la propagation du Covid-19.

La ministre qui a par la suite visité une exposition dédiée à la production de la femme rurale organisée sur place, a réitéré l'engagement de son département à soutenir les projets

que les femmes rurales s'emploient à concrétiser en vue de garantir leur autosuffisance et contribuer à l'épanouissement de l'économie locale.

Sur place, la ministre qui a également présidé une cérémonie de remise

de décisions d'attribution de crédits bancaires dans le cadre de l'ANGEM et autres équipements de couture et de pâtisserie dans le cadre du programme de la famille productive, a valorisé l'orientation des porteurs de projets vers l'investissement dans la production de différents outils de protection contre le coronavirus, les bavettes et combinaisons notamment.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a entamé sa visite à Khenchela par la visite d'une structure de personnes âgées "Chahid El Ayech Benamara" située au chef lieu de wilaya, où elle a insisté sur l'importance de "prendre toutes les mesures préventives pour protéger les locataires du danger du coronavirus".

ALGER - AÏD EL FITR

Plus de 2000 vêtements au profit d'enfants nécessiteux et orphelins

La direction des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger s'attèle à lancer, vers la fin du mois sacré de Ramadhan, une opération de distribution de plus de 2.000 habillements en faveur des enfants orphelins et ceux issus des familles nécessiteuses et ce à l'occasion de l'Aïd El Fitr, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de cette direction.

Dans une déclaration à l'APS, M.

Zohir Boudraa a fait savoir que les préparatifs de l'opération de distribution de plus de 2.000 tenues de l'Aïd étaient en cours, prévoyant que ce chiffre touchera les 5.000 tenues à la faveur des dons de bienfaiteurs.

Depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, la direction, sous la supervision du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs et le wali d'Alger, a incité les imams à l'intensification de l'action caritative et de solidarité pour aplanir les séquelles socio-économiques du nouveau coronavirus, a-t-il indiqué, faisant état de la distribution, avant l'avènement de ramadha, de plus de 20.000 colis alimentaires aux familles nécessiteuses à travers les communes d'Alger. En poursuite de cette

initiative caritative, 12.000 colis alimentaires ont été distribués, durant les deux premières semaines de ramadha, précise M. Boudraa, déclarant « nous souhaitons atteindre les 20.000 colis à la fin du mois sacré pour aider les familles démunies et les veuves en cette conjoncture ». Par ailleurs, le responsable a fait état de la distribution des fonds collectés au profit de 2500 familles démunies comme première étape au début du mois sacré, ajoutant qu'une deuxième tranche exceptionnelle sera transférée au profit de 2500 autres familles nécessiteuses à raison de 5000 DA/famille via CCP.

M. Boudraa a mis en avant la participation de la direction des Affaires religieuses à l'initiative "Restaurant El Khir" qui assure quotidiennement plus de 1600 repas au niveau de l'école coranique Ahmed Sahnoun à Bir Mourad Rais (plus de 1200 repas) et plus de 400 repas à l'école coranique Bach Djerrah distribués aux personnels médicaux et paramédicaux relevant des hôpitaux d'Alger.

Dans le cadre des efforts consentis pour la lutte contre la propagation de la Covid-19 et grâce aux dons



des bienfaiteurs, la direction locale des Affaires religieuses a distribué un lot de kits de prévention, des combinaisons, des bavettes, des gants et des détergents aux différents établissements hospitaliers de la capitale.

Les mesures de prévention contre la propagation de l'épidémie sont strictement respectées lors des opérations de solidarité (collectes et distribution) à l'instar de la distanciation sociale et l'hygiène, a-t-il affirmé.

CÔTE D'IVOIRE

Décès de Cheick Boikary Fofana, guide de la communauté musulmane de Côte d'Ivoire

Le président du Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques (COSIM), guide de la communauté musulmane de Côte d'Ivoire, Cheick Aïma Boikary Fofana, est décédé, dimanche à Abidjan.

"Le président du Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques, Cheick al Aïma Boikary Fofana, est décédé dimanche à l'âge de 77 ans", a annoncé le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité sur la télévision ivoirienne.

"Le Président de la République salue la mémoire d'un grand homme de foi, artisan de



paix et du dialogue entre les communautés religieuses", a dit le ministre ivoirien, tout en présentant les condoléances du président Alassane Ouattara à la famille du disparu ainsi qu'à sa communauté religieuse.

Ancien cadre de banque et Imam principal d'une mosquée d'Abidjan, Cheick Aïma Boikary Fofana a officié au sein de plusieurs organisations islamiques ivoiriennes.

CHINE - SOCIAL

Pékin rouvrira ses maisons de retraite sous conditions

Pékin envisage d'assouplir sous conditions ses restrictions de prévention et de contrôle de l'épidémie du coronavirus sur ses 682 maisons de retraite à partir de lundi, rapporte Chine nouvelle dimanche.

Ces établissements, abritant quelque 48.000 personnes âgées durant les congés de la fête du Printemps, n'ont signalé aucun cas d'infection par la COVID-19 depuis le 27 janvier quand Pékin a fermé les

maisons de retraite sur fond d'épidémie.

A partir du 18 mai, les visiteurs familiaux, les personnes âgées qui reviennent et les nouveaux résidents, les employés revenants et les nouveaux employés, le personnel médical et d'entretien sont parmi ceux qui seront autorisés à entrer dans les maisons de retraite après avoir subi des procédures pertinentes et assuré une protection adéquate, selon Li

Hongbing, chef adjoint du bureau municipal des affaires civiles de Pékin, lors d'une conférence presse organisée dimanche.

Les résidents qui reviennent et les demandeurs devront subir au moins deux tests d'acide nucléique avant et après 14 jours d'isolement et d'observation médicale.

La population de résidents enregistrés âgés de 60 ans et plus à Pékin était de 3,52 millions fin 2019.

JAPON

Coronavirus: le Mont Fuji, volcan le plus connu du Japon, fermé cet été

Le Mont Fuji, volcan le plus connu du Japon, sera fermé cet été aux randonneurs pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus, ont annoncé lundi les autorités.

La préfecture de Shizuoka, qui abrite le plus haut sommet du pays (3.776 m), a annoncé qu'elle allait fermer trois des quatre principales voies d'accès.

Le sentier Yoshida, quatrième itinéraire et le plus populaire pour gravir le Mont Fuji, sera également fermé, avait auparavant annoncé la préfecture voisine de Yamanashi.

"Les sentiers ouvrent en été mais cette année nous les garderons fermés du 10 juillet au 10 septembre", ce qui correspond à la saison pour l'ascension du Mont Fuji,



a expliqué un responsable de la préfecture de Shizuoka. "Nous prenons cette mesure afin d'éviter toute propagation du coronavirus".

Ce sera la première fois que les sentiers d'accès au célèbre volcan relevant de cette préfecture seront fermés au moins depuis qu'elle en a

pris la gestion en 1960, a-t-il ajouté. Les refuges installés le long des quatre sentiers resteront également fermés.

Inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, le Mont Fuji est situé à une centaine de km au sud-ouest de Tokyo d'où il est clairement visible. Il a accueilli environ 236.000

grimpeurs l'an dernier, selon son site officiel. L'ascension de ce volcan majestueux peut être difficile en raison du terrain mais aussi de l'encombrement fréquent des sentiers.

Un proverbe japonais assure qu'"il est insensé de ne pas escalader une fois le Mont Fuji, mais il est insensé de l'escalader deux fois". Le Japon est pour le moment plus épargné par la pandémie de Covid-19 que certains pays d'Europe ou les Etats-Unis, avec 16.000 cas confirmés et 749 décès.

L'état d'urgence mis en place début avril y a été levé la semaine dernière dans la majorité des régions la semaine dernière mais reste en place dans les grandes villes comme Tokyo et Osaka.

ETATS-UNIS - FUSILLADE

Au moins un mort et deux blessés dans une fusillade dans l'Illinois

Au moins une personne a été tuée et deux autres blessées dans une fusillade au niveau d'un motel de la ville américaine de Rockford, dans l'Illinois, ont rapporté des médias locaux, citant la police. Une fusillade qui s'est produite peu après minuit, au motel Super 8 de Rockford, dans l'Illinois, a fait au moins un mort et deux blessés, a annoncé la police locale. Le suspect

s'est barricadé à l'intérieur du motel, a déclaré le chef de la police de Rockford, Daniel O'Shea, lors d'une conférence de presse. Selon le responsable, les policiers ont retrouvé les trois personnes touchées par balles sur les lieux après avoir reçu un appel à 00h40 signalant des coups de feu.

Un groupe d'intervention SWAT s'est plus tard rendu sur place et le

motel a été évacué. Selon MyStateLine.com, la police a pénétré de force vers 6h30 dans la pièce barricadée où elle a trouvé le suspect mort.

"La confrontation au Super 8 Motel a pris fin, le suspect a été retrouvé mort de ce qui semble être une blessure par balle auto-infligée", a annoncé la police de Rockford sur Twitter.

NOUVELLE ZÉLANDE

Réouverture des écoles après huit semaines de fermeture

Des centaines de milliers d'enfants ont repris, lundi, le chemin de l'école en Nouvelle-Zélande, après huit semaines d'enseignement à domicile en raison de l'épidémie de coronavirus, selon des sources médiatiques locales.

Ce retour aux bancs de l'école intervient selon le ministre de l'Éducation, Chris Hipkins, dans un environnement plein de bruit et de vie qui pourrait pour certains constituer un choc après une phase de confinement sans précédent qui a constitué un défi pour les enfants comme pour les parents. "Notre message est de dire que les conditions sont sûres pour un retour des enfants à l'école", a-t-il dit aux journalistes. "Nous voulons que les enfants reviennent à l'école et rattrapent les cours qu'ils n'auraient pas suivis pendant le confinement." La Nouvelle-Zélande, qui compte une population de cinq millions d'habitants, a jusqu'à présent géré de façon relativement efficace l'épidémie, à la faveur d'un confinement très strict imposé dès la fin mars.

L'archipel dénombre 1.149 cas de Covid-19, une maladie qui a fait 21 morts.

La plupart des restrictions ordonnées pour endiguer l'épidémie avaient été levées jeudi dernier.

Mais la réouverture des écoles avait été différée pour leur permettre de se préparer aux protocoles sanitaires mis en place pour l'accueil des élèves.

MEXIQUE - ALCOOL FRELATÉ
138 morts depuis le début de la pandémie

Le nombre de décès au Mexique causés par la consommation d'alcool frelaté depuis le début de l'épidémie de coronavirus s'élève à 138, ont annoncé dimanche les autorités locales.

Dans l'Etat de Puebla, "au moins 96 personnes ont été intoxiquées par la consommation d'alcool présumé altéré, 70 sont décédées, 15 sont hospitalisées et 11 sont sorties de l'hôpital", a déclaré le secrétariat à la santé de cet Etat du centre-est. "Les hospitalisés sont, pour la plupart, dans un état grave". Environ 80 personnes ont assisté à des funérailles mardi à Chiconcuautla (à 200 km au nord-est de Mexico), principal foyer d'intoxication au "refino", une eau-de-vie de canne typique de la région, de conception artisanale. Vingt-trois personnes sont mortes dans les heures suivant cette veillée funèbre, selon les autorités. La mairie de Chiconcuautla a affirmé que cet alcool avait été "altéré", c'est-à-dire que des substances alternatives ont été utilisées pour réduire les coûts de sa fabrication. Selon les autorités, la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de coronavirus a engendré des pénuries de plus leurs boissons alcoolisées, notamment de bière, ce qui pousse certaines personnes à consommer de l'alcool d'origine douteuse.

Les grands brasseurs du pays, comme Grupo Modelo qui fabrique la célèbre Corona (marque d'Anheuser-Busch InBev), ou Heineken, avec des marques comme Tecate ou Sol, ont cessé leur production début avril, et comptent la reprendre en juin. D'autres décès de même type ont été répertoriés dans les Etats de Jalisco (ouest), Morelos (centre), Yucatan et Veracruz (est), pour un total de 138 ces dernières semaines, selon les autorités locales.

Au Mexique, la maladie du Covid-19 a officiellement contaminé 49.219 personnes et fait 5.177 morts.

S A N T É - A L G É R I E

COVID-19

Les données de la plateforme numérique des statistiques "proviennent des directions de la santé"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé dimanche à Batna que les données des directions de la santé et de la population de toutes les wilayas du pays sont "la seule source qui alimentent quotidiennement la plateforme numérique relatives aux statistiques des cas du Covid-19 enregistrés à travers le pays".

"Toutes les données des directions de la santé et de la population du pays envoyées quotidiennement sont prises en considération dans la plateforme numérique et annoncées telles qu'elles sont et sans changement", a précisé le ministre, en marge d'une visite à l'établissement public hospitalier (EPH) de Batna dans le cadre d'une visite de travail effectuée en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaouter Krikou.

Le ministre qui a tenu une réunion avec le staff médical et paramédical de cette structure de santé, chargée de la prise en charge des cas confirmés atteints du Coronavirus, a relevé que ce virus constitue "un danger national et la manière de le contenir est une priorité en cette conjoncture exceptionnelle". Il a dans ce sens ajouté que la situation sanitaire actuelle a été à l'origine du report de plusieurs activités au sein des établissements dépendant du secteur public de la santé.

Le ministre qui a eu à écouter les préoccupations soulevées par le staff médical et paramédical s'agissant des conditions de prise en charge des cas du coronavirus, a appelé les responsables locaux du secteur à impliquer les commissions scientifiques de la santé dans la prise de certaines décisions relatives à la lutte contre cette épidémie.

Dans ce sens, le ministre a donné des instructions pour la mobilisation de l'établissement public hospitalier de Batna à la prise en charge des cas du coronavirus et le transfert du service des maladies respiratoires de cet établissement vers le centre hospitalo-universitaire (CHU) de la même ville.

Le ministre a inspecté au cours de sa visite de travail, 2 laboratoires de dépistage du Covid-19, celui implanté au centre régional anti-cancer (CAC) et un laboratoire de statut privé, au chef lieu de wilaya. Dans les wilayas de Khenchela et Souk-Ahras le ministre accompagné de Mme Krikou avait salué le dévouement et les sacrifices dont ont fait montre les blouses blanches depuis le début de la crise sanitaire et s'est enquis de leurs conditions de travail.

COVID19/ORAN

221 personnes guéries quittent les hôpitaux

Quelque 221 malades atteints de la Covid-19 ont quitté les hôpitaux après leur rétablissement total dans la wilaya d'Oran depuis l'apparition de l'épidémie, a-t-on appris dimanche auprès des établissements hospitaliers de la wilaya. Il s'agit de malade ayant été admis au Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran "Dr Bin Zerjab", à l'établissement hospitalo-universitaire (EHU) "1er novembre 1954" et à l'établissement hospitalier "Dr Medjbeur Tami" à Ain El Turck. Les malades rétablis du coronavirus sont rentrés chez eux après confirmation de leur guérison par analyses en laboratoire, selon ces trois structures hospitalières. Ainsi, le nombre de malades rétablis du Covid 19 au CHU d'Oran est de 136, dont 7 ayant quitté samedi le service des maladies infectieuses après leur rétablissement, a indiqué la cellule d'information et de communication de l'établissement. A l'EHU d'Oran, 83 patients ont guéris du Covid-19 et quitté l'hôpital, dont 9 personnes au cours de la semaine dernière.

L'EH "Dr Medjbeur Tami" d'Ain Turck a enregistré, pour sa part, le rétablissement de deux patients, dont un e femme âgée de 76 ans, qui étaient admis dans l'espace d'isolement.

Les patients, traités suivant le protocole thérapeutique à base de Chloroquine approuvé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ont été autorisés à rentrer chez eux après que les résultats de leurs tests se sont avérés négatifs.

COVID-19

198 nouveaux cas confirmés, 98 guérisons et 6 décès durant les dernières 24 heures

Cent-quatre-vingt-dix-huit (198) cas confirmés au coronavirus, 98 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

M. Fourar a précisé, lors du point de presse quotidien sur le suivi de l'évolution de la pandémie, que le nombre des cas confirmés s'élève ainsi à 7019, celui des décès à 548, alors que le total des patients guéris passe à 3507.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans chacune des wilayas d'Alger, Bouira, Tiaret, Constantine, Bordj Bou Arreridj et de Batna, alors que le total des cas confirmés se répartit sur les 48 wilayas.

Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57% du total des cas confirmés, alors que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 67% des cas



de décès. Selon le même responsable, 22 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus ce dimanche, tandis que 15 wilayas ont enregistré

entre un et cinq cas, et 11 autres ont enregistré plus de cinq nouveaux cas.

Les wilayas d'Alger, Oran, Annaba, Constantine, Tipasa et Sétif ont enregistré

le plus grand nombre de nouveaux cas durant ces dernières 24 heures, selon la même source.

M. Fourar a indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élevait à 11.754, dont 4942 cas confirmés selon des tests PCR et 6812 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner, alors que 26 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a appelé, encore une fois, les citoyens à respecter scrupuleusement la distanciation sociale et les mesures de prévention, les exhortant à se conformer aux consignes, seules, selon lui, à même de contenir cette pandémie.

DÉCÈS D'UN MÉDECIN À BORDJ BOU ARRERIDJ Le directeur de l'hôpital de Ras El Oued suspendu (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a annoncé dimanche à Khenchela que le directeur de l'établissement public hospitalier de Ras El Oued (Bordj Bou Arreridj) a été suspendu de ses fonctions après le décès du médecin Wafa Boudissa du Covid-19, alors qu'elle accomplissait son travail au sein de cet hôpital.

Le ministre a affirmé que la décision de suspendre de ses fonctions le directeur de l'hôpital de Ras El Oued intervient suite à l'enquête menée par l'inspecteur général du ministère de la Santé et de la population sur les circonstances de la mort de Dr Boudissa alors qu'elle travaillait au sein de cet établissement de santé.

M. Benbouzid répondait à une question de l'APS à l'issue d'une réunion de travail avec les cadres du secteur de la santé à l'établissement public hospitalier, Hihhi Abdelamdjid de Kais, organisée dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de Khenchela.

Il a relevé que l'inspecteur général avait écouté toutes les

parties concernées dans cette affaire.

Le ministre a expliqué que le directeur suspendu avait enfreint les décisions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et le décret exécutif relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus s'agissant du volet de la démobilisation de certaines catégories de travailleurs, notamment les femmes enceintes.

Dr Wafaa Boudissa, est décédée vendredi à l'établissement hospitalier public, (EPH) d'Ain Kebira après avoir contracté le Coronavirus alors qu'elle exerçait à l'hôpital de Ras El Oued dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

M. Benbouzid et la ministre de la Solidarité nationale, la famille et la condition de la femme, Kaouter Krikou, se sont rendus samedi, au domicile de la défunte dans la commune d'Ain Kebira où ils ont présenté à sa famille les condoléances au nom du Président de la République, du Premier ministre, les membres du gouvernement et le secteur de la santé.

BOUMERDES

Relance du chantier du projet de l'hôpital de 240 lits

Le chantier du projet de l'hôpital de 240 lits du chef lieu de Boumerdes a été relancé, dimanche, après un arrêt de plusieurs années, du à de nombreux problèmes.

Le coup d'envoi du chantier a été donné par le wali Yahia Yahiatene, qui a effectué une visite sur site, avec les responsables de directions concernées, aux fins de s'enquérir des conditions de travail au niveau de ce projet, durant cette crise sanitaire du nouveau coronavirus.

Dans sa déclaration en marge de cette visite, le wali a souligné la relance du projet suite, a-t-il dit "au parachèvement des procédures de résiliation du contrat de la part de la direction de la santé de la wilaya, avec l'entreprise italienne, détentrice du projet pour n'avoir pas obtempéré à l'ordre de

poursuite des travaux", a-t-il expliqué, signalant l'octroi du projet à une entreprise de réalisation nationale, leader dans le domaine, suite à l'appel d'offres national lancé, à cet effet.

"Nous avons dépassé le conflit juridique né entre l'entreprise étrangère, détentrice du projet et la direction de la santé de la wilaya, en sa qualité de maître d'ouvrage, suite à l'arrêt des travaux de ce chantier", a-t-il ajouté, assurant que "nous sommes désormais engagés dans une nouvelle étape de ce projet d'importance". Dans son exposé sur ce projet, la directrice des équipements publics de la wilaya, Saliha Ben Henaya, a imputé le retard accusé dans la relance de ce projet, dont le chantier a été arrêté à près de 30% de travaux, "aux procédures nécessitées pour l'attribution du marché et la

désignation d'une nouvelle entreprise de réalisation, notamment".

Le contrat de l'entreprise italienne, chargée initialement de ce projet, a été résilié pour non-respect des clauses du cahier des charges et le grand retard mis dans ses travaux de réalisation, en dépit des efforts consentis par les autorités de la wilaya pour répondre à toutes les doléances de cette entreprise, concernant, notamment la réévaluation du coût du projet et le versement de ses dus", a-t-elle souligné.

Selon un rapport présenté dernièrement par l'APW, ce projet a été inscrit à la réalisation en 2006, au titre du quinquennal 2005-2009, pour une enveloppe de 1,3 milliard de DA, portée à près de cinq milliards suite à la réévaluation de son coût.

Cet établissement, qui

sera construit sur cinq étages, englobera une dizaine de blocs opératoires destinés aux interventions chirurgicales de toutes sortes dans des spécialités dites de pointe et non disponibles actuellement à Boumerdes, telles que la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle, en plus de services médicaux divers.

Selon les objectifs qui lui ont été fixés, la concrétisation de ce projet, en réalisation sur une assiette de cinq ha du centre ville de Boumerdes, est de nature à réduire considérablement la pression au niveau des trois établissements hospitaliers actuellement opérationnels dans la wilaya, tout en diminuant les déplacements pénibles et coûteux des malades de la région vers les hôpitaux de wilayas voisines.

APS

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Près de 312 000 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 311.959 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon les dernières statistiques établies dimanche.

Plus de 4.647.980 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 1.656.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de



morts que de cas, avec 88.754 décès pour 1.467.884 cas. Au moins 268.376 personnes ont été déclarées

guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec

34.466 morts pour 240.161 cas, l'Italie avec 31.763 morts (224.760 cas), l'Espagne avec 27.650 morts (231.350 cas), et la France avec 27.625 morts (179.365 cas).

L'Europe totalisait dimanche à 11h00 GMT 165.725 décès pour 1.882.402 cas, les Etats-Unis et le Canada 94.512 décès (1.543.654 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 28.629 décès (505.427 cas), l'Asie 12.157 décès (353.577 cas), le Moyen-Orient 8.108 décès (273.241 cas), l'Afrique 2.702 décès (81.294 cas), et l'Océanie 126 décès (8.391 cas).

ETATS-UNIS

820 nouveaux décès en un jour aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont signalé dimanche 820 nouveaux décès du coronavirus au cours des dernières 24 heures, ce qui porte le nombre total de morts à près de 90.000, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Publié à 20h30 dimanche (0h30 GMT lundi), ce bilan quotidien est le plus bas enregistré depuis le 10 mai, a-t-on précisé de même source. Selon cette université, qui fait référence, les Etats-Unis ont détecté 1.486.376 cas de la maladie (Covid-19). Le président américain Donald Trump se targue d'avoir fait de son pays celui qui teste le plus de ses habitants, mais son bilan face à la pandémie est jugé catastrophique par ses opposants. Un responsable de la Maison Blanche, le conseiller économique Peter Navarro, a vivement critiqué dimanche les Centres de prévention et de contrôle des maladies (CDC) auxquels il a imputé les retards initiaux dans le dépistage.

BRÉSIL

241.080 cas dont 16.118 décès et 94.122 guérisons

Le Brésil compte 241.080 cas confirmés du nouveau coronavirus, selon le ministère de la santé qui a annoncé un total de 16.118 décès et 94.122 guérisons.

Au cours des dernières 24 heures, 7.938 nouveaux cas de Covid-19 ont été comptabilisés, portant le nombre total de personnes infectées à 241.080, a précisé le ministère dans un bilan publié dimanche.

La forte progression de la pandémie dans le pays sud-américain de près de 210 millions d'habitants a fait de ce pays l'un des plus touchés au monde par le nouveau coronavirus, à quelques semaines du pic prévu pour la pandémie.

Tant le nombre d'infections que celui des décès ont diminué dimanche par rapport aux jours précédents, mais le ministère a fait observer que plusieurs cas du weekend ne sont inclus dans les statistiques que dans les jours suivants. Quant aux décès, après le record de 881 mardi dernier, le nombre est tombé à 749 mercredi, 844 jeudi, à 824 vendredi et à 816 samedi, avant de descendre à 485 ce dimanche. Avec 16.118 morts cumulés depuis la confirmation du premier décès, il y a exactement deux mois, le Brésil reste en sixième position dans la liste des pays avec le plus grand nombre de morts. Le ministère a également indiqué que le nombre de patients qui se sont rétablis a atteint 94.122 (38,5% du total) et que 130.840 (54,3%) sont toujours hospitalisés ou sous observation médicale.

Sao Paulo, l'Etat le plus peuplé du pays avec 46 millions d'habitants, est toujours le plus ravagé par la maladie, avec 62.345 cas et 4.782 décès.

Bruno Covas, maire de Sao Paulo, la capitale régionale et la plus grande ville du Brésil, a affirmé, dimanche, que le système de santé municipal est sur le point de s'effondrer en raison de la demande croissante en lits, disant étudier la possibilité de décréter la mise en quarantaine totale.

Dans la huitième ville la plus peuplée du monde, les lits dans les unités de soins intensifs sont occupés à 90%, selon les données fournies par le maire. L'Etat du Ceara, dans le nord-est, est la deuxième région la plus touchée, avec 24.255 cas et 1.641 décès, suivi de Rio de Janeiro (22.238 cas et 2.715 décès).

ITALIE

Plus faible nombre de morts quotidien depuis le début du confinement

L'épidémie de coronavirus a fait 145 morts en Italie sur les dernières 24 heures, soit le plus faible bilan quotidien depuis le début du confinement le 9 mars, a annoncé dimanche la Protection civile italienne.

Par ailleurs, la plupart des entreprises et commerces du pays rouvriront lundi, notamment les restaurants, bars et cafés, les coiffeurs et les magasins de détail.

Les gymnases, les piscines, les cinémas et les théâtres seront eux autorisés à ouvrir le 25 mai.

Les autorités ont averti que le virus continuait de circuler et appelé à respecter les consignes de distanciation sociale. Si les niveaux d'infection commencent à augmenter, le gouvernement a déclaré qu'il se réservait le droit d'imposer de nouvelles restrictions. Le 27 mars dernier, l'Italie avait enregistré le plus grand nombre de décès dus au virus en une journée, avec 969 morts.

APS

HONG KONG

Des tests sur les hamsters prouvent l'efficacité des masques

Des tests sur les hamsters révèlent que l'utilisation de masques réduit notablement la propagation du nouveau coronavirus, ont indiqué dimanche des experts de l'université de Hong Kong.

Ces recherches sont parmi les premières à étudier si le port du masque peut empêcher des porteurs symptomatiques ou asymptomatiques du virus Covid-19 d'infecter d'autres individus. Dirigé par le professeur Yuen Kwok-yung, expert reconnu des coronavirus, les chercheurs ont placé des cages contenant des hamsters préalablement infectés près de celles d'animaux en bonne santé.

Des masques chirurgicaux ont été placés entre les deux cages, avec un

flux d'air allant de la cage des animaux malades à celle des animaux sains.

Les résultats ont montré que la transmission du virus était réduite de plus de 60% quand les masques étaient en place. Les deux-tiers des hamsters sains ont été infectés en une semaine quand les masques n'étaient pas en place.

Le taux d'infection est tombé à un peu plus de 15% quand les masques étaient placés sur la cage des animaux infectés et à 35% quand ils étaient placés sur la cage des hamsters sains.

"Il est très clair qu'utiliser les masques sur les sujets infectés (...) est plus important que n'importe quoi

d'autre", a dit M. Yuen à des journalistes.

"Nous savons désormais qu'une grande partie des personnes infectées ne présentent pas de symptômes, donc le port universel du masque est vraiment important", a-t-il ajouté.

Le professeur Yuen est l'un des micro-biologistes qui a découvert le virus Sras quand il est apparu en 2003 et a fait quelque 300 morts à Hong Kong.

Il a plaidé très tôt en faveur du port du masque par la population.

Quatre mois après l'apparition des premiers cas de Covid-19 en Chine, Hong Kong est parvenu à limiter le nombre de cas à 1.000, qui n'ont fait que quatre morts.

OMS - DIPLOMATIE

Réunion internationale à l'OMS en pleine tensions sino-américaines

Les 194 pays de l'organisation mondiale de la santé (OMS) se réunissent lundi virtuellement pour la première fois de son histoire afin de débattre de la réponse internationale à la pandémie, avec les tensions sino-américaines et les vaccins comme sujets de friction.

De nombreux chefs d'Etat, de gouvernements et de ministres doivent prendre la parole à l'occasion de cette Assemblée mondiale de la santé, organe décisionnel de l'agence onusienne, qui s'ouvre à 12h00 (10h00 GMT), et doit s'achever le lendemain à la mi-journée.

Malgré l'escalade des tensions entre Washington et Pékin, les pays espèrent adopter par consensus une longue résolution portée par l'UE.

Elle demande de lancer "au plus tôt (...) un processus d'évaluation" pour examiner la riposte sanitaire internationale et les mesures prises par l'OMS face à la pandémie.

Le texte appelle aussi



l'OMS à "collaborer étroitement avec l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les pays (...) en vue d'identifier la source zoonotique du virus et de déterminer par quelle voie il s'est introduit dans la population humaine, (...) notamment moyennant des missions scientifiques et des missions de collaboration sur le terrain".

Il réclame également "l'accès universel, rapide et équitable de tous les produits (...) nécessaires à la

riposte contre la pandémie", et souligne le rôle d'une "vaccination à grande échelle contre le Covid-19, en tant que bien mondial, pour prévenir, endiguer et éliminer la transmission afin de mettre un terme à la pandémie".

"Un accord informel a été marqué pour adopter la résolution par consensus.

Ce sera un résultat important parce que l'OMS sera le premier forum mondial à se retrouver de manière unanime sur un texte", a indiqué une source diplomatique européenne. Selon cette source,

même les questions "difficiles" y sont abordées, y compris l'origine du virus et la réforme de l'OMS, réclamée à grands cris par les Etats-Unis.

"Aucun sujet n'a été évité" dans la résolution, qu'il s'agisse notamment de "continuer à réformer l'OMS et notamment ses capacités qui se sont révélées insuffisantes pour prévenir une crise de cette ampleur", a assuré la même source européenne citée par l'AFP.

"J'espère que nous pourrions nous joindre au consensus", a déclaré vendredi l'ambassadeur américain à l'ONU à Genève, Andrew Bremberg.

Washington, qui acc use Pékin d'avoir dissimulé l'ampleur de l'épidémie, est engagé dans un bras de fer avec l'OMS, accusée par le président américain Donald Trump de s'être "plantée" dans la gestion de la pandémie en s'alignant sur la position chinoise.

Il a dans la foulée suspendu la contribution américaine à l'OMS.

CANCER DE L'ESTOMAC UNE BACTÉRIE RESPONSABLE DE 9 CANCERS SUR 10

90 % des cancers de l'estomac sont dus à la bactérie *Helicobacter pylori*. Une personne sur 100 porteuses de cette bactérie développera à terme un cancer gastrique.

En France, entre 6000 et 7000 cancers de l'estomac sont diagnostiqués chaque année et 4500 personnes en décèdent car le diagnostic est rarement précoce. 90 % de ces cancers sont dus à la colonisation de la muqueuse de l'estomac par la bactérie *Helicobacter pylori*. Environ 2 personnes sur 10 sont infectées par cette bactérie qui va le plus souvent provoquer un ulcère. Mais 1 fois sur 100 l'infection va faire le lit du cancer de l'estomac.

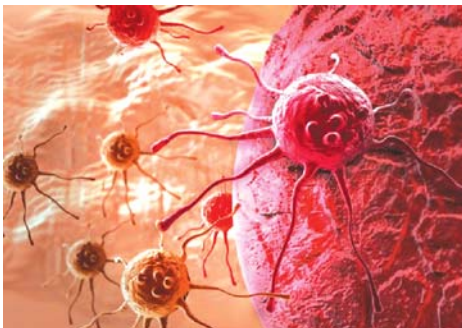
L'association démontrée entre infection par *H. pylori* et cancer gastrique est aussi forte que celle entre tabac et cancer du poumon», déclare au Figaro le Pr Tamara Matysiak-Budnik, gastro-entérologue et cancérologue au CHU de Nantes.

Par chance, il est possible de dépister la bactérie par fibroscopie gastrique. Et une

fois dépistée, il est possible de s'en débarrasser à l'aide d'un traitement antibiotique. L'efficacité des antibiotiques est ensuite vérifiée par un simple test respiratoire.

L'éradication par antibiotiques de l'infection à *H. pylori* guérit et fait régresser les gastrites superficielles et la plupart des gastrites atrophiques, prévenant ainsi le cancer de l'estomac», ajoute le médecin.

Mais ce dépistage n'est pas encore ancré dans les habitudes des médecins généralistes. C'est pourquoi la Haute autorité de santé (HAS) a rappelé que la recherche d'une infection à *Helicobacter Pylori* était recommandée en cas d'ulcère gastrique ou duodénal ; de dyspepsie chronique sans lésion visible ou en cas d'anémie par carence en fer ou carence en vitamine B12 sans cause retrouvée.



ATTENTION AUX MÉDICAMENTS ANTIACIDES

La prescription à long terme des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP), médicaments anti-reflux gastriques favoriserait le développement des cancers de l'estomac.

L'utilisation à long terme des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP), une classe de médicaments couramment utilisés pour traiter le reflux acide est liée à un risque plus grand de développer un cancer de l'estomac, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Gut*. L'élimination d'*Helicobacter pylori*, la bactérie impliquée dans le développement du cancer de l'estomac diminue considérablement le risque de développer cette pathologie. Mais le traitement pourrait aussi favoriser la maladie.

Les chercheurs ont comparé l'utilisation des IPP avec un autre type de médicament utilisé pour réduire la production d'acide appelé antagonistes des récepteurs H2 de l'histamine (bloqueurs H2) chez 63 397 adultes traités par trithérapie, une combinaison d'un IPP et deux antibiotiques pour tuer *H. pylori* pendant 7 jours - entre 2005 et 2012.

Les participants ont été suivis jusqu'à ce qu'ils développent un cancer de l'estomac ou décèdent. Au cours de l'étude, 327 (5%) personnes ont pris des IPP pendant près de trois ans en moyenne et 21,729 ont pris des bloqueurs H2.



Au total, 153 (0,24%) personnes ont développé un cancer de l'estomac après une trithérapie. Aucun d'entre eux n'a été testé positif pour *H. pylori* à ce moment, mais tous présentaient une gastrite de longue date (inflammation de la muqueuse de l'estomac).

UN LIEN ENTRE PRESCRIPTION D'IPP ET CANCER DE L'ESTOMAC

Les résultats de l'étude ont montré que prendre des IPP était associé à un risque multiplié par deux de cancer de l'estomac, alors que la prise d'anti-H2 ne provoquait aucun risque.

Le délai moyen entre la trithérapie et le développement du cancer de l'estomac était d'un peu moins de 5 ans. Une utilisation plus fréquente était associée à un risque plus élevé, l'utilisation quotidienne étant liée à un risque multiplié par 4 par rapport à une consommation hebdomadaire.

L'étude nous apprend aussi que plus la prescriptions d'IPP était long, plus le risque de développer un cancer de l'estomac était fort. Il est multiplié par cinq après plus d'un an, par six après deux ans ou plus, et par huit fois après trois ans ou plus d'années.

UN TEST DE L'HALEINE POUR DÉTECTER LE CANCER DE L'ESTOMAC

Un test permettant d'analyser l'haleine permettrait de détecter les cancers de l'estomac et l'oesophage avec 85% d'efficacité.

Les cancers de l'estomac et de l'oesophage sont souvent diagnostiqués tardivement, ce qui les rend difficiles à soigner (le taux de survie à 5 ans n'est que de 15%).

Des médecins de l'Imperial college de Londres (Grande-Bretagne) pensent avoir trouvé une alternative à l'endoscopie, l'examen médical qui permet d'examiner

l'intérieur du corps en y introduisant une petite caméra. Face à cette méthode coûteuse et invasive, ils proposent d'effectuer en première intention un test d'haleine.

UN DIAGNOSTIC PLUS PRÉCOCE ET MOINS INVASIF

Les premiers tests, réalisés sur 390 patients, ont prouvé leur efficacité à 85%. Parmi ces patients, 163 avaient reçu un diagnostic de cancer de l'estomac ou de l'oesophage et 172 ne présentaient aucun signe

de cancer au vu de l'endoscopie.

Un test d'haleine peut être utilisé comme un test non invasif, en première ligne pour réduire le nombre d'endoscopies inutiles. A plus long terme, cela pourrait également signifier un diagnostic et un traitement plus précoces et une meilleure survie», souligne le Pr George Hanna, principal auteur de cette étude qui vient d'être présentée au congrès de l'Organisation européenne contre le cancer, à Amsterdam.

LES CELLULES CANCÉREUSES ONT LEUR PROPRE SIGNATURE CHIMIQUE

Ce test se base sur les résultats de recherches antérieures qui montraient des différences dans la "signature chimique" de patients souffrant d'un cancer de l'estomac ou de l'oesophage et celle de patients présentant des symptômes gastro-intestinaux non cancéreux. C'est donc cette signature qui a permis la mise au point d'un

test de diagnostic. Ce dernier consiste à souffler dans un tube d'écoulement par spectrométrie de masse, qui est capable de mesurer avec précision de petites quantités de produits chimiques différents dans des mélanges de gaz tels que l'haleine.

Cependant, ce test devra être validé sur un plus grand nombre de personnes avant qu'il puisse être utilisé dans la pratique quotidienne.

Fibroscope : comment ça se passe ?

Appelée aussi endoscopie gastrique ou gastroscopie, la fibroscopie est l'examen le plus prescrit en cas de problèmes digestifs. Comment ça se passe ? Est-ce douloureux ? Ce qu'il faut savoir.

Une fibroscopie est indiquée en cas de récidives de reflux, de douleurs gastriques et/ou de vomissements après un premier traitement. Elle permet en effet d'obtenir des renseignements sur l'état des muqueuses de l'œsophage, de l'estomac et du duodénum (haut de l'intestin). Elle permet aussi de détecter la présence éventuelle d'une hernie hiatale, d'ulcérations de l'œsophage, de sténose (rétrécissement), de lésions précancéreuses...

COMMENT SE DÉROULE UNE FIBROSCOPIE ?
Concrètement, le médecin introduit dans l'œsophage, en passant par la bouche, un tube souple muni d'une source lumineuse et d'une caméra. Cet endoscope lui envoie des images retransmises sur un écran.

COMBIEN DE TEMPS DURE LA FIBROSCOPIE ?
Il faut compter environ 5 minutes, la durée varie en fonction des biopsies éventuellement réalisées (prélèvements de tissu).

EST-CE DOULOUREUX ?
Non, mais c'est désagréable. En général, l'examen se pratique avec un simple tranquillisant au cabinet du médecin. Mais il peut aussi être effectué sous anesthésie, en clinique ou à l'hôpital. Beaucoup de patients craignent de s'étouffer mais l'endoscope ne s'aventure pas dans l'appareil respiratoire.

QUE FAIRE POUR ÇA "PASSE" MIEUX ?
Pour faciliter son passage dans le tube digestif, il faut se relaxer et donc adopter une respiration consciente, en gonflant bien les poumons et le ventre. Quels sont les risques ? Tout acte médical comporte des risques. Mais rassurez-vous : les complications (perforation, hémorragie, troubles cardiovasculaires, infections des fibroscopies) restent exceptionnelles.

de l'express.com

Brûlures, crampes d'estomac : consultez !

Sans gravité, ces douleurs, le plus souvent dues à une gastrite, peuvent cacher un ulcère. Et seul un interrogatoire et des examens médicaux plus approfondis peuvent permettre de le savoir.

SI C'EST UNE GASTRITE

La gastrite est une inflammation passagère de la muqueuse qui tapisse l'intérieur de l'estomac. La prise d'anti-acides (Rennie, Maalox) en automédication va soulager ponctuellement. Adepte de la phytothérapie, faire confiance à l'argile blanche, à prendre sous forme de gélules, 3 fois par jour, entre les repas. Mais pour éviter les récidives, il faut revoir son hygiène de vie : prendre le temps de manger calmement, en mastiquant bien, éviter les plats trop épicés, arrêter le tabac et prendre toujours les médicaments irritants (anti-inflammatoires, corticoïdes, antitussifs) au cours des repas.

SI C'EST UN ULCÈRE

Le médecin va associer à un antisecretoire appartenant à la famille des inhibiteurs de la pompe à protons (Mopral, Eupantol, Ogsat) un antibiotique



afin d'éliminer l'*Helicobacter pylori*, la bactérie responsable de cette lésion douloureuse sur la muqueuse de votre estomac. Parallèlement, il est

indispensable d'agir sur le stress. En effet, 2 fois sur 10, les lésions résistent au traitement contre l'*Helicobacter pylori*. Et on soupçonne le stress d'être pour

quelque chose en perturbant le système de défense de la muqueuse stomacale. Mettre en place des stratégies zen ne peut donc que s'avérer profitable.

LES COMPORTEMENTS À ÉVITER

L'ulcère gastroduodénal est une maladie qui touche la paroi de l'estomac. Elle est causée par une bactérie mais il est important de respecter une certaine hygiène de vie pour avoir plus de chance de l'éviter.

Il faut à tout prix éviter la prise à jeun de médicaments anti-inflammatoires non stéroïdiens, l'alcool, le tabac... Ces facteurs sont souvent mis en cause dans les ulcères de l'estomac. Mais la grande responsable, c'est une bactérie, *Helicobacter pylori*, résistante à l'acidité, qui causerait environ 80% des ulcères gastroduodénaux. Une meilleure hygiène de vie peut toutefois aider à prévenir la maladie.

- Les aliments à éviter : le vinaigre, les cornichons, la moutarde, les plats épicés, les aliments gras, le café, le chocolat, les agrumes, les tomates, la menthe, le lait et les oignons.
- Buvez le moins possible d'alcool et de boissons gazeuses.
- Ne fumez pas car le tabac augmente l'acidité



dans l'estomac.

- Évitez de prendre des médicaments anti-inflammatoires ou de l'aspirine en dehors des repas ou buvez avec un grand verre d'eau.

Certains antibiotiques peuvent aussi irriter la muqueuse de l'estomac, ne les prenez pas non plus sans boire ou manger, encore moins juste avant de vous coucher.

L'ULCÈRE REND L'ESTOMAC VERT

Un nouveau test instantané et indolore mis en place par des chercheurs danois permettrait de détecter précocement un ulcère de l'estomac d'après une nouvelle étude publiée dans le magazine spécialisée Plos One. Des chercheurs danois de l'Université de Danemark du sud ont mis au point un nouvel outil de diagnostic non invasif, instantané et fiable pour repérer un ulcère de l'estomac. Ce test permettrait donc d'éviter la fibroscopie un examen contraignant réalisé sous anesthésie, et les temps d'attente des résultats. Pour détecter cette maladie, les

chercheurs ont pensé à « colorer » en vert fluo la bactérie majoritairement responsable de l'ulcère, l'*Helicobacter pylori*. S'il était déjà possible de révéler par fluorescence la présence d'*Helicobacter pylori* sur des échantillons de tissus prélevés, les chercheurs ont réussi à éviter la ponction et réaliser ce test sur un tissu artificiel proche de la paroi acide de l'estomac. Ils ont pour cela créé des molécules particulières « Locked Nucleic Acid ou LNAs » qui détectent cette bactérie à 37 degrés, la température du corps humain, et dans un milieu très acide comme l'estomac.

Silvia Fontenete, chercheuse à l'Université du Danemark, et auteur principal de l'étude affirme que « ce test est reproductible dans l'estomac humain et que ce diagnostic précoce qui peut prévenir non seulement le développement de l'ulcère mais aussi le développement d'un cancer. »

UNE CERTAINE HYGIÈNE POUR ÉVITER LES ULCÈRES

Si l'ulcère gastroduodénal qui touche la paroi de l'estomac est causé à 80% par cette bactérie, il est important de respecter une certaine hygiène de vie pour avoir plus de chance de l'éviter.

En effet, il est effectif recommandé pour protéger votre estomac d'éviter de consommer à jeun des médicaments anti-inflammatoires non stéroïdiens (qui réduisent la douleur, la fièvre et l'inflammation), de boire de l'alcool, et de fumer... Mais aussi de manger des aliments acides tel le vinaigre, les cornichons, la moutarde, les agrumes, la tomate ou le lait, des plats épicés, des aliments gras, du café ou du chocolat. Extrêmement douloureux, l'ulcère se manifeste par des brûlures, des crampes, des torsions dans la région du creux de l'estomac et sous les côtes.

BURUNDI L'UA et l'ONU appellent à un environnement stable et pacifique pour les élections

Avant le déroulement des élections présidentielles et locales au Burundi prévues mercredi, l'Union africaine (UA) et les Nations Unies (ONU) ont appelé dimanche les autorités à fournir un environnement sûr et sécurisé aux citoyens tout au long du scrutin.

Dans un communiqué commun, les partenaires ont déclaré qu'ils suivaient la campagne électorale et qu'ils restaient préoccupés par les informations faisant état "d'intimidation et d'affrontements violents entre les partisans de camps opposés".

"Les deux organisations encouragent toutes les entités impliquées dans l'organisation des élections du 20 mai 2020, les forces de défense et de sécurité ainsi que les médias publics à contribuer pleinement à la préservation d'un environnement stable et pacifique, condition préalable pour des élections libres, inclusives, justes, transparentes et crédibles au Burundi", indique le communiqué.

"Ils exhortent tous les acteurs politiques à s'abstenir de tout acte de violence et de discours haineux, et à recourir au dialogue pour permettre la tenue d'élections consensuelles et pacifiques.

Ils encouragent également les autorités burundaises à assurer et à faciliter la pleine participation des femmes au processus électoral." La Commission de l'UA et le secrétariat de l'ONU ont également appelé les partis politiques à respecter le Code de conduite qu'ils avaient signé en décembre dernier.

Les autorités de ce pays d'Afrique de l'Est ont été invitées à mettre en œuvre des mesures préventives pour protéger les citoyens contre la pandémie de COVID-19.

La semaine dernière, une commission d'enquête de l'ONU s'est déclarée alarmée par la violence et les violations des droits de l'homme à l'approche des échéances.

Ses membres ont également profondément regretté la décision du gouvernement d'expulser quatre employés de l'Organisation mondiale de la Santé.

RD CONGO Sept civils tués par le groupe armé ADF près de Beni

Sept personnes ont été abattues par le groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) dimanche près de Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, a indiqué un responsable local.

"Il y a eu incursion. Les ADF ont réussi à tuer sept personnes et (à en) blesser quatre autres", a déclaré l'Administrateur du territoire de Beni, Donat Kibwana. L'incursion a eu lieu en matinée à Kokola à environ 45 km au nord de Beni dans cette partie de la province du Nord-Kivu où les ADF sont accusés du massacre de près de 400 personnes depuis le mois de novembre. Les assaillants ont brûlé quatre maisons.

"La situation a créé une panique généralisée dans la population locale, interrompant la circulation routière", a déclaré un représentant de la société civile, Bravo Muhindo.

"Nous sommes en train d'appeler l'armée pour nous aider à neutraliser les ADF qui continuent à nous endeuiller", a-t-il ajouté.

L'armée congolaise avait annoncé la neutralisation de cinq de ses six leaders des ADF ainsi que la reprise de certaines de leurs bases stratégiques dans la jungle autour de Beni, après avoir lancé une offensive contre le groupe armé fin octobre.

En représailles, les ADF ont accentué leurs massacres de civils, avec des pics de violences entre novembre et janvier.

PANDÉMIE Un séminaire virtuel sur les politiques agricoles face au coronavirus (BAD)

L'Institut africain de développement de la Banque africaine de développement organise les 18 et 19 mai courant un séminaire virtuel sur les réponses en matière de politiques agricoles face à la pandémie de Covid-19 en Afrique, a indiqué l'Institution financière africaine sur son site web.

"L'Institut africain de développement (ADD), le Groupe de la banque africaine de développement en collaboration avec l'Association africaine des économistes agricoles (AAAE), organise le lundi 18 mai et le mardi 19 mai un séminaire virtuel sur les réponses en matière de politiques agricoles face à la pandémie de Covid-19 en Afrique.

Il s'agit de la deuxième rencontre organisée par la Communauté mondiale de pratique (G-CoP) de l'ADI", précise la même source.

Ce séminaire à distance aura pour thème "renforcer la résilience des systèmes alimentaires et des chaînes de valeur agricoles : les réponses en matière de politiques agricoles face au Covid-19 en Afrique", selon le communiqué de la BAD. Les



participants constitués d'anciens ministres de l'Agriculture, des Finances, des experts et des praticiens des politiques agricoles, examineront "l'impact du Covid-19 sur les systèmes agroalimentaires en Afrique", selon l'Institution africaine. Ils effectueront un recensement des choix politiques fondés sur des éléments probants susceptibles d'aider le continent à créer des sys-

tèmes alimentaires et des chaînes de valeur plus résilients et plus performants.

Le forum analysera également les implications d'autres problèmes permanents comme le changement climatique, la pénurie d'eau, les pertes post-récolte et le faible degré de développement des marchés agricoles.

Cette rencontre à distance verra la participation des intervenants appartenant à des banques de développement multilatérales sœurs, à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à des universités spécialisées dans l'agriculture ainsi qu'à des instituts et des réseaux de recherche sur les politiques agricoles.

NIGERIA Les groupes terroristes étendent leur influence dans le nord-ouest (ONG)

Les groupes terroristes présents en Afrique de l'Ouest gagnent de l'influence dans la région du nord-ouest du Nigeria, qui pourrait devenir un "pont" entre les différents mouvements entre le Sahel et la région du lac Tchad, a mis en garde International Crisis Group (ICG) lundi.

En plus de la présence terroriste, le nord-ouest du Nigeria est le foyer depuis de nombreuses années de groupes criminels qui terrorisent les populations, commettent des attaques contre les civils pour voler le bétail ou les terres.

Ces violences ont causé la mort de quelque 8.000 personnes depuis 2011 et ont déplacé plus de 200.000 civils, selon les estimations des chercheurs d'ICG, ONG spécialisée dans les questions de sécurité basées à Bruxelles.

Ces groupes armés, communément appelés "les bandits" au Nigeria, sont particulièrement violents mais n'agissaient jusqu'à présent sous aucune influence idéologique.

"Au fur et à mesure que la situation sécuritaire s'est détériorée, la région est tombée sous l'influence des groupes terroristes, qui ont également commis quelques attaques sur les forces de sécurité dans la région", peut-on lire dans le nouveau rapport d'ICG sur les violences dans le nord-ouest du Nigeria.

L'augmentation de l'activité des groupes terroristes dans cette zone peut faire craindre que cette région ne devienne un pont entre les insurgés situés dans le Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger voisin) et la région du lac Tchad, dans le nord-est du Nigeria", est-il indiqué.

Le nord-est du Nigeria (Etats du Borno et de Yobe) est ravagé par dix ans de conflit contre le groupe terroriste Boko Haram, qui a fait plus de 36.000 morts et des millions de déplacés.

Des pans entiers de territoire nigérian sont encore aux mains des groupes terroristes, et l'armée souffre d'attaques

constantes contre ses positions. "Deux groupes émanant de Boko Haram s'imposent dans la région, tracent des voies de relai, entre l'est et l'ouest en tissant des liens importants avec les populations locales, les groupes armés d'éleveurs nomades et les gangs criminels", implantés dans cette région carrefour du Sahel, note le rapport. L'une de ces factions, Ansaru, liée à Al-Qaïda et qui a fait scission de Boko Haram en 2012, était pendant de nombreuses années plus ou moins dormante, après une intervention militaire massive.

L'autre faction, le groupe terroriste autoproclamé "Etat Islamique" en Afrique de l'Ouest (Is wap), a été adoubé par l'EI en 2016, et mène de nombreuses attaques dans le nord-est, notamment contre les forces militaires ou le personnel humanitaire.

Ces deux groupes semblent vouloir étendre leur zone d'influence en envoyant des imams et des vivres dans le

nord-ouest (Etats de Zamfara, Kaduna, Sokoto,...) et en revendiquant des attaques dans cette zone.

En février, la police nigérienne a annoncé avoir tué plus de 250 éléments d'Ansaru, mais ICG s'inquiète des "frontières peu sécurisées" entre le Niger et le Nigeria, qui "facilitent les trafics d'armes et les mouvements des terroristes".

Le nord-est du Nigeria est l'une des dernières régions entre le nord du Mali jusqu'au lac Tchad qui a pour l'instant échappé à un contrôle des terroristes, mais, malgré un important déploiement militaire, la zone reste peu sécurisée.

Le Nigeria, géant de 200 millions d'habitants, doit faire face à de nombreux conflits et problèmes sécuritaires sur son territoire.

Les agences de sécurité et l'armée sont débordées et en nombre insuffisant dans ce vaste territoire aux infrastructures défaillantes.

MALAWI 30.000 opposants rassemblés pour un meeting avant la présidentielle

Environ 30.000 partisans de l'opposition au Malawi se sont rassemblés dimanche à Lilongwe pour un meeting avant la présidentielle prévue dans moins de deux mois, en dépit des restrictions édictées par le gouvernement pour tenter d'enrayer l'épidémie de nouveau coronavirus.

Le Malawi a interdit les rassemblements publics, limités à 100 personnes maximum, ce qui n'empêche pas les partis politiques d'organiser de manière régulière des meetings avant la présidentielle qui devrait avoir lieu le 23 juin ou le 2 juillet. Au pouvoir depuis 2014 au Malawi, Peter Mutharika, 79 ans, a été réélu en mai 2019 pour un second mandat dès le premier tour de scrutin.

Il a été crédité par la Commission électorale locale (MEC) de 38,5% des suffrages, contre 35,4% au chef de l'opposition Lazarus Chakwera.

Mais, sur requête de l'opposition, la Cour constitutionnelle a annulé en février la victoire du sortant pour cause de "fraudes" caractérisées et ordonné un nouveau scrutin, programmé par le Parlement le 2 juillet. Saisie par M. Mutharika qui a nié toute irrégularité, la Cour suprême d'appel a confié cette décision.

SYRIE

Daech coupe la route entre Damas et Deir ez-Zor dans l'est de la Syrie (OSDH)

Le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) a coupé dimanche dans la ville de Kabajeb la route qui relie Damas, la capitale du pays, à la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

A Kabajeb, les éléments de l'EI se sont emparés d'un véhicule transportant un officier syrien et une femme, qu'ils ont exécutés avec deux autres personnes dans la zone, a déclaré l'OSDH.

Ce groupe basé au Royaume-Uni a indiqué que les forces syriennes avaient déployé des renforts dans la région, et avaient affronté à plusieurs reprises les terroristes de l'EI. Ces événements surviennent alors même que de nouvelles séquences vidéo sont apparues en ligne, montrant des membres de l'EI exécuter un certain nombre de personnes accusées d'être des "espions" de l'armée syrienne dans la région de



Sukhneh, dans des zones reculées de l'est de la province de Homs, sur la route de Deir

ez-Zor. L'EI a perdu plusieurs territoires clés dans l'est et le nord de la Syrie, mais

contrôle toujours un certain nombre de zones désertiques dans l'est du pays.

ATTENTAT EN AFGHANISTAN

Au moins 7 morts

Au moins sept personnes sont mortes et des dizaines ont été blessées lundi en Afghanistan lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser dans une voiture piégée à Ghazni (Est), ont indiqué des responsables.

D'après le porte-parole du gouverneur de la province éponyme de Ghazni, Wahidullah Jumazada, l'attentat, per-

pétré à l'aide d'un véhicule militaire piégé et qui visait un bâtiment des services de renseignement afghans, a fait 7 morts et 40 blessés.

Toutes les victimes sont "des membres des services de renseignement", a-t-il ajouté, observant qu'"aucun civil" n'avait été touché. Baz Mohammad Himmat, directeur d'hôpital à Ghazni, a re-

censé 7 tués et 25 blessés. Les talibans ont revendiqué l'attentat, selon des médias. Un précédent bilan faisait état de cinq morts. L'Afghanistan connaît une forte recrudescence des violences, malgré un accord fin février entre les talibans et les Etats-Unis prévoyant le départ de toutes les troupes étrangères du pays d'ici mi-2021.

IRAN - ETATS UNIS

L'Iran met en garde les Etats-Unis contre toute tentative de blocage de ses livraisons de carburant au Venezuela

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a déclaré dimanche que les efforts déployés par les Etats-Unis pour perturber l'activité des pétroliers iraniens transportant du carburant destiné au Venezuela étaient à la fois "dangereux" et "provocateurs", selon Press TV.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, M. Zarif a indiqué dimanche que les agissements "illégaux, dangereux et provocateurs" des Etats-Unis à l'encontre des pétroliers iraniens constituaient une forme de piraterie, et représentaient une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.



"Les Etats-Unis doivent cesser d'agir comme un tyran au niveau mondial, et respecter les lois internationales, notamment le droit à naviguer librement dans les eaux internationales", a-t-il déclaré

dans sa lettre. M. Zarif a souligné que l'administration américaine serait tenue pour responsable de toute conséquence qui pourraient avoir ses "agissements illégaux" à cet égard. L'Iran se réserve

par ailleurs le droit de prendre des mesures nécessaires et appr. priées en réponse à cette menace, a-t-il ajouté.

"Au moins un pétrolier transportant du carburant en provenance d'un port iranien a mis le cap vers le Venezuela (...), ce qui pourrait contribuer à atténuer la pénurie aiguë de carburant dans ce pays sud-américain", a rapporté mercredi la presse occidentale.

En réponse à cette annonce, la Maison Blanche a déclaré jeudi que les Etats-Unis réfléchissaient aux mesures à prendre face à cet envoi de combustible iranien au Venezuela, un pays actuellement plongé dans une grave crise.

BRÉSIL

Bolsonaro harangue ses partisans bravant les normes sanitaires

Le président brésilien Jair Bolsonaro a salué dimanche des centaines de ses partisans massés devant le siège de la présidence, bravant la distanciation sociale imposée pour lutter contre le coronavirus, qui a tué plus de 16.000 personnes dans le pays.

"C'est très gratifiant de recevoir une manifestation de soutien (...), ça nous renforce", a dit le dirigeant d'extrême droite après s'être approché de ses partisans regroupés derrière une barrière métallique, à Brasilia.

L'épisode a été diffusé sur les réseaux sociaux par les comptes du président, qui portait un masque et était accompagné de plusieurs ministres.

Il n'a pas commenté la démission du ministre de la Santé Nelson Teich, intervenue vendredi moins d'un mois après sa nomination, en raison d'"incompatibilités" avec le chef de l'Etat, comme l'a dit une source du ministère citée par l'AFP. Le général Eduardo Pazuello assure désormais l'intérim à ce poste.

Jair Bolsonaro a continué ce week-end à critiquer les mesures de confinement et à prôner l'usage d'hydroxychloroquine, sans un mot sur les victimes de l'épidémie au Brésil.

Des partisans du président ont également manifesté ce dimanche dans les rues de Sao Paulo et Rio de Janeiro, les deux villes les plus peuplées du pays.

Le Brésil est le quatrième pays du monde en termes de personnes infectées (241.080), et compte officiellement 16.118 morts, des chiffres que les scientifiques jugent largement sous-estimés par rapport à la réalité.

Plusieurs gouverneurs et maires ont alerté sur un système de santé publique au bord de l'asphyxie.

Ils défendent les mesures de confinement auxquelles M. Bolsonaro est confronté. La Cour suprême a affirmé le mois dernier que les autorités locales avaient la haute main pour décider des mesures de lutte contre l'épidémie.

Lors des manifestations en faveur de M. Bolsonaro, parfois en sa présence, certains de ses partisans ont réclamé une reprise en main militaire et la fermeture du parlement.

Dans ce climat de tension politique, six ex-ministres brésiliens de la Défense ont exhorté les Forces armées à condamner ces appels à l'intervention militaire.

"Tout appel et toute sollicitation aux institutions armées en vue d'une rupture de la légalité démocratique - venant de groupes désorientés - méritent la condamnation la plus véhémement", est-il écrit dans un texte signé par des ministres des présidents Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), Dilma Rousseff (2011-2016) et Michel Temer (2016-2018).

UE/GB/BREXIT

UE et Grande-Bretagne agitent la menace d'un "no deal" pour faire plier l'autre

La Grande-Bretagne et l'Union européenne ont campé sur leurs positions à l'issue, vendredi, d'un troisième cycle de négociations sur leur relation future marqué par des échanges acrimonieux, chaque camp agitant la menace d'une absence d'accord pour tenter de faire plier l'autre.

La Grande-Bretagne, qui a officiellement quitté l'Union européenne le 31 janvier, reste soumise aux principales règles liées à l'appartenance au bloc le temps de trouver un accord avec

Bruxelles sur leur future relation, notamment commerciale.

Cette période de transition s'achève à la fin de l'année et le gouvernement britannique a exclu de la prolonger.

"Nous avons fait très peu de progrès vers un accord sur les questions en suspens les plus importantes entre nous", a déclaré le négociateur en chef britannique David Frost après une semaine de discussions.

Des divergences fondamentales persistent sur plusieurs points essentiels, comme la

pêche et la sécurité, ce qui pourrait compromettre la conclusion d'un accord avant le 31 décembre, selon des sources européennes. Le principal point d'achoppement porte sur la définition de "règles du jeu équitables", destinées à harmoniser la réglementation entre les deux parties. Pour l'UE, une telle harmonisation est indispensable pour que la Grande-Bretagne n'adopte pas de normes moins contraignantes pour ses entreprises. Les Britanniques, eux, refusent de se soumettre à des

règles décidées par l'UE. Pour David Frost, le principal obstacle à un accord est l'insistance de l'UE pour intégrer à ces règles un ensemble de propositions "nouvelles et non équilibrées". "Dès que l'UE reconnaîtra que nous ne concluons pas d'accord sur cette base, nous pourrions progresser", a-t-il déclaré.

"Nous avons grandement besoin d'un changement d'approche de l'UE pour le prochain cycle débutant le 1er juin", a-t-il ajouté. Michel Barnier, le chef des négociateurs européens, a

déclaré pour sa part que les discussions avaient été décevantes, la Grande-Bretagne refusant d'engager des discussions détaillées sur les thèmes de la concurrence équitable et de la pêche. "Il n'y aura pas d'accord avec le Royaume-Uni sans un accord équilibré sur la pêche", a-t-il dit, ajoutant: "Nous n'allons pas brader nos valeurs pour le bien de l'économie britannique." Selon lui, Londres devrait revoir sa position au risque de se diriger vers une "impasse".

MUSIQUE

Christopher Ross adresse un message de condoléances à la famille du chanteur Idir

L'ancien envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, Christopher Ross a adressé récemment un message de condoléances à la famille du chanteur Idir, disparu le 2 mai à l'âge de 70 ans à Paris.



Christopher Ross, attristé par la disparition de cet « emblématique chanteur », a confié que ses chansons l'ont profondément « touché et enrichi » même s'il n'a « jamais maîtrisé la langue kabyle ».

Il a également salué la mémoire de cet artiste qu'il a découvert durant ses années en Algérie d'abord comme premier conseiller de l'ambassade américaine en Algérie dans les années 1970 puis en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis. Né en 1949 à Tizi-Ouzou, Idir, Hamid Cheriet de son vrai nom, s'est produit sur de nom-

breuses scènes internationales. Il s'est associé dans son dernier album "Ici et ailleurs", sorti en 2017, à des chanteurs français de renom comme Charles Aznavour, Francis Cabrel ou encore Bernard Lavilliers.

Comptant à son actif une dizaine d'albums, Idir a été très vite propulsé sous les projecteurs de la célébrité dans les années 1970 avec "A Vava Inouva", un tube planétaire, diffusé dans pas moins de 77 pays et traduit dans une vingtaine de langues. En près de 50 ans de carrière, Idir aura réussi le pari d'un parcours artistique régulier,

au service du patrimoine culturel algérien, faisant vivre une fois de plus sa langue maternelle dans son dernier opus "Ici et Ailleurs", réalisé avec de grands noms de la chanson française. En 2018, le chanteur a retrouvé son public après une absence de près de 40 ans à la faveur de deux grands concerts animés à Alger avec une trentaine de musiciens sur scène et devant un public de plus de 5000 spectateurs à chacune des représentations.

Idir a été inhumé à Paris le 13 mai dans la strict intimité familiale.

CINÉMATHEQUE ALGÉRIENNE

Hommage virtuel à Azzedine Meddour

La cinémathèque algérienne présente un programme virtuel en hommage au cinéaste Azzedine Meddour, une des grandes figures du cinéma algérien, pour la 20e commémoration de sa disparition, a indiqué cet établissement sur son site web. La cinémathèque propose au public la diffusion sur son site Internet d'images, reportages et extraits de films de ce cinéaste, emporté le 16 mai 2000 par une maladie au sommet d'une carrière.

Natif de Béjaïa en 1947, Azzedine Meddour est le réalisateur de "La montagne de Baya" (1997), un long métrage en tamazight tourné sur les hauteurs du Djurdjura, en Kabylie.

Le réalisateur a légué au cinéma algérien une riche filmographie notamment "Les nouvelles croisades", une série de 8 heures sortie en 1980 et primée en Egypte et au Burkina Faso, "Entre nous" (1983), "Combien je vous aime" primé à New York en 1985, "Polisario, année 15" (1986), "La légende de Tiklat" (1991), ou encore "Douleur muette" (1998), son dernier film, distingué plusieurs fois dans des compétitions internationales.

Azzedine Meddour aura également été producteur, membre fondateur du Rassemblement des artistes, intellectuels et scientifiques ainsi que vice président de l'Association des réalisateurs et producteurs algériens (Arpa).

Il est également le père de la réalisatrice Mounia Meddour qui a récemment fait parler de son oeuvre "Papicha" doublement primée lors de la 45e cérémonie des Césars en France.



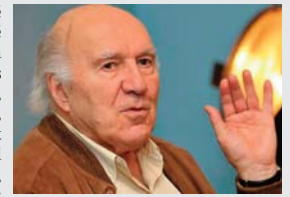
trice Mounia Meddour qui a récemment fait parler de son oeuvre "Papicha" doublement primée lors de la 45e cérémonie des Césars en France.

APS

CINÉMA

Michel Piccoli tire sa révérence

L'acteur français Michel Piccoli est décédé des suites d'un accident cérébral, a annoncé sa famille, à Paris. Agé de 94 ans, il a débuté sa carrière en 1945, et « fut l'un des acteurs les plus importants et prolifiques de sa génération, et tourna avec Claude Sautet, Luis Bunuel, Jean Renoir, Agnès Varda, Léos Carax... », écrit le site français 20minutes.fr pour qui, Michel Piccoli est un « Monument du cinéma français, célèbre pour ses rôles emblématiques dans Le mépris, Les choses de la vie ou plus récemment Habemus papam ». Révélé par un rôle dans le film Le mépris, une adaptation du roman italien éponyme d'Alberto Moravia par Jean Luc Godard, qu'il a interprété aux côtés de Brigitte Bardot, « l'acteur a promené son physique de séducteur aux sourcils broussailleux dans plus de 150 films », ajoute 20minutes.fr. « Michel Piccoli s'est éteint le 12 mai dans les bras de sa femme Ludivine et de ses jeunes enfants Inord et Missia, des suites d'un accident cérébral » a indiqué sa famille citée par ce même site.



DKnews

FÊTE DE LA MUSIQUE EN FRANCE

Maintenue « sans prendre de risques »

Célébrée traditionnellement le 21 juin de chaque année, dans plusieurs pays, la fête de la musique sera maintenue cette année en France, annonce le ministre de la culture Franck Riester, lors d'un passage sur le plateau de la radio RTL. Il a lié la tenue de cet important événement culturel à la condition « de ne pas prendre de risques avec des regroupements, un brassage de population trop important ».

Pour lui, c'est un événement culturel d'importance lié à la culture et à l'identité de la France : « C'est dans l'identité de nos compatriotes. On parlera musique, on verra musique. Il y aura un grand rendez-vous de musique », indique-t-il sur les ondes de RTL, avant de préciser : « On essaie de proposer quelque chose qui ait de la gueule, qui permette aux Français de chanter, de jouer de la musique, sans prendre de risques. [...] On essaie de préparer quelque chose, y compris à l'extérieur. La limite est de ne pas prendre de risques avec des regroupements, un brassage de population trop important », rapporte le site 20minutes.fr. Pour rappel, la fête de la musique a été institutionnalisée en France du temps du premier gouvernement socialiste de François Mitterrand de 1982, par Jacques Lang ministre de la culture à l'époque.

DKnews

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La pandémie du Covid-19 a révélé toute l'importance que revêtent les TIC

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Boumzar, a indiqué dimanche que le contexte actuel induit par la pandémie du coronavirus (Covid-19) a été l'occasion de révéler toute l'importance que revêtent les TIC, particulièrement à travers la mise en œuvre de solutions de travail, d'enseignement et de réunion à distance.

M. Boumzar a souligné, dans un message à l'occasion de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information célébrée le 17 mai de chaque année, que ce contexte avait été l'occasion de révéler "toute l'importance" que revêtent les TIC, particulièrement à travers la mise en œuvre de solutions de travail, d'enseignement et de réunion à distance, ajoutant qu'il en est de même des plateformes de commerce électronique et de e-paiement. Cette panoplie d'outils technologiques a permis d'assurer la continuité des activités et des services dans divers domaines, "palliant ainsi aux effets des mesures de confinement des populations rendues nécessaire pour ralentir et endiguer la propagation de la pandémie", a-t-il noté.

Le ministre a fait remarquer que la commémoration de cette journée intervient, cette année, dans un contexte mondial particulier induit par la pandémie du



Covid-19 "qui rend impossible l'organisation des événements physiques habituels". "Ceci montre à quel point le défi est majeur mais également, j'en suis convaincu, largement à la portée des jeunes compétences dont regorge notre secteur, prêtes à faire preuve d'un haut niveau d'engagement, de collaboration et de

synergie au sein d'équipes motivées et créatives", a-t-il soutenu. A l'occasion de la célébration de cette journée, le ministre a tenu à présenter ses "félicitations les plus chaleureuses" aux travailleurs du secteur, et ses "vœux les plus sincères" d'accomplissement et de progression continus dans leurs parcours "déjà jalonnés de no-

tables succès et de formidables réalisations". Indiquant que l'événement est placé cette année sous le thème "Les technologies au service du développement durable", M. Boumzar a souligné que cela "nous interpelle en notre qualité d'acteurs agissants de ce secteur, sur la manière dont les avancées enregistrées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), que nous nous efforçons, par nos efforts conjugués à rendre plus accessibles, telles que la 5G, les transports intelligents, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, puissent aider notre pays à atteindre plus rapidement les Objectifs de développement durable (ODD) assignés par les Nations Unies, à l'horizon 2030, et au-delà, de concourir à l'amélioration du quotidien de nos concitoyens, favorisant ainsi, leur intégration, de façon efficiente, dans les politiques publiques de développement social et économique".

ECONOMIE DU SAVOIR ET START-UP

M. Djeridene attendu sur la plate-forme "Sahrtech" pour présenter sa feuille de route

Le ministre de la Micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance, Yassine Djeridene présentera, dimanche soir, à travers la plateforme d'échange "Sahrtech", diffusée via les réseaux sociaux, la feuille de route pour le développement de son secteur, a-t-on appris auprès de l'organisateur.

Au cours de ce webinar prévu à partir de 22h30, M. Djeridene devra exposer la feuille de route de son ministère ainsi que les récentes décisions qui ont été prises par le gouvernement en faveur du développement de ce secteur.

Le ministre devra répondre aussi aux interrogations des jeunes qui activent dans le domaine de l'innovation et de la micro-entreprise et des start-up, ainsi que des experts de l'économie du savoir, a précisé la même source.

Cette plate-forme d'échange et du savoir focalisera à l'occasion sur les aspects politiques, juridiques et des me-



sures d'accompagnements prévues par les pouvoirs publics pour encourager la création des nouvelles activités, a ajouté le communiqué.

Accessible à partir de la page facebook de l'Algeria Start Up Challenge, la plateforme "Sahrtech" traite des sujets d'actualité qui préoccupent les AL-

gériens mais aussi les spécialistes du secteur de l'entrepreneuriat innovant.

Elle a été initiée par les organisateurs de l'Algeria Start up Challenge, événement parrainé par le premier ministre sous l'égide du ministère de la Micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance.

ETATS UNIS

Lancement réussi d'une navette spatiale de l'armée américaine

Un drone spatial de l'armée américaine, X-37B, a été lancé dimanche avec succès de la base de Cap Canaveral, en Floride, pour une mission de plusieurs mois qu'il consacrerà à toute une série d'expériences scientifiques.

"Félicitations à la sixième mission de la navette X-37B", a tweeté le ministre de la Défense Mark Esper peu après le lancement.

La fusée Atlas V a décollé à 09h14 (13h14 GMT), transportant la mini-navette sans pilote, également appelée Véhicule test orbital (OTV). Celle-ci doit dé-

ployer un petit satellite Falcon-Sat-8 qui mènera les expériences en orbite, avait expliqué il y a dix jours la secrétaire à l'US Air Force Barbara Barrett, levant le voile sur un drone resté secret jusqu'ici.

La mission doit permettre de tester les réactions de certains matériaux dans l'espace, mais aussi d'évaluer les effets des radiations ambiantes dans l'espace sur une série de semences, avait-elle expliqué.

Une troisième expérience "transformera les radiations solaires en énergie radio-élec-

trique et étudiera la façon de transférer cette énergie vers la Terre", avait ajouté Mme Barrett, qui supervise la nouvelle "Space Force" américaine.

Le X-37B, qui ressemble à la navette spatiale américaine, dont la dernière a volé en juillet 2011, mesure neuf mètres de long et a une envergure d'ailes de 4,5 mètres.

Le Pentagone, qui a rendu publique des photos de l'appareil, était resté jusqu'ici très discret sur ses missions et ses capacités. A chaque nouveau vol dans l'espace, dont le premier a



eu lieu en 2010, l'engin alimenté en énergie par des panneaux solaires reste de plus en plus longtemps en orbite terrestre. Il avait

terminé son dernier vol en octobre 2019, après 780 jours, soit plus de deux ans, en orbite.

CHINE - ETATS UNIS
La Chine prendra les "mesures qui s'imposent" pour défendre Huawei

Les autorités chinoises ont réaffirmé dimanche qu'elles prendraient les "mesures qui s'imposent" pour défendre Huawei et les autres entreprises chinoises après la décision des Etats-Unis de barrer l'accès du géant des télécommunications à la technologie américaine.

Le ministère américain du Commerce a annoncé vendredi une série de mesures pour brider la capacité du groupe chinois à développer des semi-conducteurs à l'étranger grâce à de la technologie américaine.

L'administration Trump perçoit Huawei comme une menace pour la sécurité nationale, au service des autorités chinoises.

Après avoir été relégué au deuxième plan par la crise du coronavirus, le conflit commercial entre les deux premières puissances économiques mondiales est reparti de plus belle, sur fond de détérioration de leurs relations.

"La Chine prendra les mesures qui s'imposent pour défendre fermement les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises", a répliqué dimanche le ministère du Commerce dans un communiqué.

"La Chine exhorte les Etats-Unis à cesser immédiatement ses mauvaises actions", a ajouté le ministère, considérant les restrictions comme une "menace sérieuse pour les chaînes d'approvisionnement mondiales".

Cette menace de représailles intervient au lendemain de déclarations, émanant du ministère des Affaires étrangères chinoises, appelant "la partie américaine à cesser immédiatement sa répression déraisonnable à l'encontre de Huawei et des entreprises chinoises".

Les responsables américains ont accusé à plusieurs reprises le géant technologique chinois de voler des secrets commerciaux américains et de soutenir les efforts d'espionnage de la Chine.

Après avoir été relégué au deuxième plan par la crise du coronavirus, le conflit commercial entre les deux premières puissances économiques mondiales semble reparti de plus belle, sur fond de détérioration de leurs relations en raison de la pandémie de Covid-19 dont le président américain Donald Trump impute la responsabilité à Pékin.

Le ministère américain du Commerce a expliqué vendredi que des contrôles "ciblèrent étroitement et stratégiquement l'acquisition par Huawei de semi-conducteurs qui sont le produit direct de certains logiciels et technologies américains".

Les nouvelles restrictions couperont l'accès de Huawei à l'un de ses principaux fournisseurs, le fabricant de puces taïwanais TSMC, qui fabrique également des puces pour Apple et d'autres entreprises technologiques. Huawei n'était pas disponible dans l'immédiat pour réagir.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Harry Potter et le prince de sang-mêlé



Les maléfiqes détraqueurs sèment chaos et désolation chez les sorciers et les moldus. Pour aider Harry à vaincre Voldemort, Dumbledore décide de manipuler Horace Slughorn, ancien professeur de Poudlard. Le directeur de l'école des sorciers sait que son ancien collègue détient des informations cruciales sur le passé du Seigneur du mal. Il le convainc de reprendre son poste à Poudlard et persuade Harry de se rapprocher de lui.

france 2 21:05

Cash investigation



En France, les hommes ont un salaire de 22,8 % supérieur à celui des femmes. Un écart qui s'élève à 36 % dans le secteur bancaire. Parmi les 120 plus grandes entreprises françaises, seules neuf sont dirigées par des femmes alors qu'elles sont en moyenne plus diplômées que les hommes. Les journalistes ont enquêté sur ces inégalités notamment dans les secteurs de la finance et de l'hôpital. Direction, ensuite, le Québec, province du Canada. Votée en 1996, une loi sur l'équité salariale a permis de diminuer considérablement les injustices en matière de rémunération. Direction, ensuite, le

france 3 21:05

Tandem



Le corps d'un moniteur de kitesurf, Eric Delterme, est repêché un peu-tin matin par un secouriste dans la mer. Ravie de reprendre du service, le colonel Soler fait équipe avec le capitaine Marchal sur cette affaire, ce qui n'est pas du goût de Léa, qui se remet à peine du divorce de ses parents et de sa rupture avec Greg. L'enquête s'oriente rapidement vers le monde des sports nautiques. La victime avait pour rival un certain Maxime Viallat, figure du surf de la région.

CANAL+ 20:05

Portrait de la jeune fille en feu



En 1770, Héloïse accueille sur son île Marianne, censée être sa nouvelle dame de compagnie. C'est en fait une peintre qui doit réaliser son portrait, à son insu. Héloïse a toujours refusé de poser car cette peintre aboutirait pour elle à un mariage forcé avec un riche milanais. Marianne est immédiatement fascinée par son modèle, une femme qui refuse de se soumettre. Elle commence à la peindre, en essayant de dessiner ses traits de mémoire. Héloïse finit par découvrir son stratagème. Les deux jeunes femmes sont de plus en plus attirées l'une vers l'autre.

6 21:05

L'invitation



Pour tromper son épouse Catherine sans éveiller les soupçons, Daniel s'est inventé... un ami ! Il l'a prénommé Charlie. Le stratagème fonctionne jusqu'au jour où Catherine - sans doute suspicieuse - demande à le rencontrer... Pour sauver son mariage, ne pas perdre sa situation, son appartement et... sa maîtresse, Daniel va devoir inviter un inconnu à dîner ! Le temps d'une soirée, ce dernier devra jouer le rôle de son meilleur copain...

Jeux

Samourai-Sudoku n°2467

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

Sudoku grid with 5 interconnected 3x3 regions. The grid contains numbers and empty cells for solving.

Horizontalement:
Verticalement:

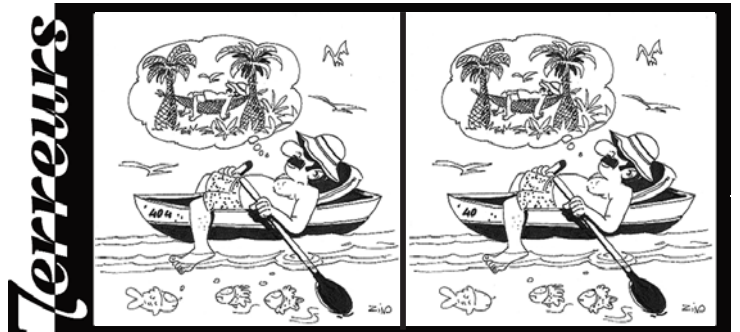
- 1 - Supérette
 - 2 - Trouble qui rend l'individu étranger à lui-même
 - 3 - Argent placé dans le milieu - Romances germaniques - Ennui
 - 4 - Prépare la chaîne - Bouclier de Zeus
 - 5 - Trop entendues - Trimer
 - 6 - Vapeurs condensées - Il fait partie du service
 - 7 - Il va lentement au Brésil - Partie du thorax
 - 8 - Non reconnue
 - 8 - Remuées - Obstacle
 - 9 - Comme un cargo vide - Cul-de-basse-fosse
 - 10 - Maladies dues à l'amianté
- A - Arable
B - Chimérique
C - Dernières demeures - Officier du sultan
D - Ile atlantique - Femmes bien faites
E - Bloquées
F - Suis au courant - Objet de la poliorcétique
G - Période des bouchons - A compter désormais
H - Marquées par le temps - Nigaud
I - Montagnard français - Saint normand
J - Bien dans le coup - Privés
K - Poème à chanter - Goinec
L - Emprisonneras

"Trop souvent on s'imagine avoir des compétences que l'on n'a pas."

Victor Cherbuliez

Mots croisés n°2467

Crossword grid with 10 rows and 12 columns. Some cells are pre-filled with black squares.



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1167

permanente	creuse-rait	dur	manufacture	céréales	broquent	sac à 2 poches	
région d'Espagne	recueils de mots	charge d'aérostat	élimons	confiture	solution	pièce d'eau	
					poèmes luriques		
varieras							
résolution				congela			
				plaine d'Amérique			
parties du crâne des bébés							
gaélique		caésium du labo axes de roues		aérienne		train-train	
				silencieux			
cottages russes	brame		maison de jeux				imaginaires
	boissons		crierait tel un âne				
			généreux		qaine		
			vitesse de navire		refuge d'oisillons		
diminutions la voile abrutira						tour abrégé répétait trois fois	
				mais oui			
				défier		stand de foire bières blondes	
vu dans un livre sacrifieras (te)		Irlande du poète île de Bretagne					
					unie		
					passer		
grosse eclère	contracté prendrait pour fils		os de truites entre-laçons				diffuses
			fermes jalouses				
déposer			essai				
grands trous				embêtes sel qui provoque la goutte			longue unité de temps
homme à forte voix	garantisait grandes périodes					titane en formule longue histoire	
technique raffinée			flotte	cordage de marine boisson forte			
			c'est l'argon				
existence		pétillant italien			note de diapason distance à Pékin		argent du chimiste
empereur slave			projeté		conforme à la loi		

Solution

Sudoku n°2467

8	7	2	1	3	5	6	4	9
5	4	1	9	6	2	7	8	3
3	6	9	7	8	4	5	2	1
1	5	3	8	9	7	4	6	2
6	9	4	5	2	3	1	7	8
7	2	8	4	1	6	9	3	5
4	3	7	2	5	9	8	1	6
9	1	6	3	7	8	2	5	4
2	8	5	6	4	1	3	9	7
1	7	8	3	9	2	5	4	6
4	3	2	1	5	6	7	8	9
6	9	5	4	3	7	8	1	2
8	4	5	2	3	9	1	6	7
3	7	1	4	6	5	2	9	8
6	9	5	8	2	7	3	1	4
4	5	6	1	3	2	8	7	9
9	3	8	6	7	4	1	5	2
1	2	7	9	5	8	4	3	6

Mots Croisés n°2467

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	L	I	B	R	E	S	E	R	V	I	C	E
2	A	L	I	E	N	A	T	I	O	N		N
3	B	L	E		L	I	E	D	S		O	S
4	O	U	R	D	I	S		E	G	I	D	E
5	U	S	E	E	S		P	E	I	N	E	R
6	R	O	S	E	E	S		S	E	T	E	R
7	A	I		S	E	I	N		N	I	E	E
8	B	R	A	S	S	E	E	S		M	U	R
9	L	E	G	E		G	E	O	L	E		A
10	E		A	S	B	E	S	T	O	S	E	S

Grille géante n°1167

.	I	.	R	.	C	.	U	.	S	.	E	.	B	
A	N	D	A	L	O	U	S	I	F	.	E	.	C	
D	E	F	O	N	S	A	N	E	L	L	E	.	C	
E	R	S	O	N	E	C	O	N	S	I	N	.	E	
.	I	S	B	A	R	E	E	B	O	N	I	D	.	E
A	B	L	V	O	C	H	E	R	A	N	A	R	E	.
D	.	V	A	G	E	.	T	I	U	E	R	R	I	.
F	O	S	S	E	S	S	E	S	S	U	R	A	G	E
S	T	A	R	T	O	N	O	N	A	G	E	.	L	.
V	I	S	A	R	.	E	N	V

Une aide de 20.000 livres de Guedioura pour la tennismoman Ines Ibbou

Le footballeur international algérien Adlene Guedioura a fait don de 20.000 livres sterling au fonds d'aide à la tennismoman Ines Ibbou, sa compatriote qui a fait le buzz dernièrement sur le web en attirant l'attention sur les grosses difficultés financières que connaissent les joueurs mal classés depuis l'arrêt de la compétition en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

Le milieu de terrain du club qatari Al-Gharafa, sacré champion d'Afrique des nations l'été dernier en Egypte, a accompagné son aide financière de plusieurs appels à contribution via les réseaux sociaux, encourageant les généreux donateurs à mettre la main à la poche.

"Vous aussi faites un don. Aidez Ines Ibbou pour qu'elle puisse continuer à représenter le tennis africain. C'est un sport dans lequel les joueuses sont très rares sur ce continent", a lancé Guedioura sur Twitter.

Contrairement aux stars du tennis mondial, les joueurs mal classés comme Ines Ibbou (620e mondiale) doivent continuer de jouer régulièrement pour pouvoir subsister.

L'arrêt complet de la compétition depuis deux mois en raison de la pandémie le ur a donc été très préjudiciable, particulièrement sur le plan financier.

Attentives à cela, les hautes instances du tennis mondial se sont empressées de créer un fonds spécial pour venir en aide à ces joueurs mal classés.

Alors que les premières informations, en avril, évoquaient un fonds de soutien pour les joueurs et joueuses classés jusqu'à la 700e place mondiale, celui-ci pourrait finalement ne concerner que le top 500 en simple, le top 175 en double.

C'est en tout cas le plan décidé par l'ATP et la WTA selon la journaliste canadienne Stéphanie Myles, pour Open Court.

Ines Ibbou ne pourrait donc pas bénéficier de cette aide.

A moins que la Fédération internationale (ITF) ne consente un effort financier supplémentaire et rajoute une certaine somme aux quelque 6 millions de dollars (5,55 M euros) rassemblés par les sept instances dirigeantes du tennis mondial (ATP, WTA, ITF et les 4 Grands Chelems).

Certaines stars du tennis mondial ont refusé de verser la moindre aide à ce fonds, comme cela a été le cas pour l'Autrichien Dominic Thiem, qui a considéré que les joueurs mal classés "ne méritent pas" qu'on leur vienne en aide, car "ils ne sont pas très professionnels" et "ne font pas assez d'efforts pour s'en sortir seuls".

L'Algérienne de 21 ans a alors réagi en rédigeant une lettre ouverte à l'attention de Thiem, dans laquelle elle lui a expliqué les difficultés que traversent les joueurs mal classés.

Une lettre qui a fait bouculer les choses et pas uniquement dans le monde du tennis, puisque même le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu vent de cette affaire et a réagi aussitôt, en promettant une aide immédiate à Ibbou à travers le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Mais pas seulement, puisque le fonds "GoFundMe" a été également ouvert dans la même perspective, et c'est à ce niveau que Guedioura vient d'apporter sa contribution.

APS

HANDISPORT / PARALYMPIQUES L'élite nationale souhaite être regroupée dans un centre de préparation

Les athlètes d'élite du handisport algérien, qualifiés pour les Jeux Paralympiques (JP) de Tokyo, reportés à 2021, ont sollicité le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Noureddine Morceli, pour les aider dans leur préparation au rendez-vous nippon.

Depuis la suspension de toutes les activités sportives en Algérie au mois de mars et le report d'une année des JP en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19) et les mesures de confinement décrétées dans le sillage, la préparation des athlètes d'élite du handisport a subi un coup d'arrêt.

"Les athlètes d'élite du handisport sont dans une situation délicate. C'est vrai que chacun de nous essaye de maintenir la forme comme il le peut chez lui, mais le confinement risque de nous casser", a indiqué à l'APS la vice-championne du monde de Longueur, Lynda Hamri, qui a été reçue par Morceli en tant que représentante des autres athlètes.

A l'image de ses compatriotes, l'athlète Hamri, qualifiée pour la 3e fois aux JP, a été "soulagée" pour le report des Joutes paralympiques, afin d'avoir plus de temps de préparation et être prête au rendez-vous nippon. "Certes, avec le report des Jeux, on a assez



de temps pour nous préparer.

Mais on a peur que ces mesures de confinement, qui risquent de durer, nous portent préjudice et nous handicapent davantage", a expliqué Hamri au secrétaire d'Etat.

Chaque athlète a tracé avec son entraîneur un programme de travail qui nécessite les moyens nécessaires, selon la même source : "Les athlètes d'athlétisme par exemple ont besoin d'une piste et ses couloirs.

Nous, pour les concours, notre travail se base sur un matériel spécifique (sautoirs et autres accessoires)". Lynda

Hamri a cité l'exemple des athlètes des Etats-Unis et d'Italie, pays les plus endeuillés au monde par le virus, aux côtés de la Grande-Bretagne.

Cette situation a poussé leurs autorités sportives à regrouper l'élite dans des centres de préparation, dotés de tous les moyens nécessaires et exigés par la situation sanitaire, pour assurer une continuité dans le travail, en prévision des prochaines échéances.

"C'est ce qu'on a demandé au secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite et à travers lui, aux hautes autorités du pays,

d'autant plus qu'on a des centres sportifs qui peuvent faire l'affaire", a-t-elle souligné.

"La préparation pour les JP nécessite plusieurs mois, avec l'élaboration d'un programme de travail et de suivi technique et médical constant", a soutenu la médaillée de bronze des JP-2016.

A l'image de ses coéquipiers, l'athlète est contrainte de refaire la préparation à zéro, en raison du report des Jeux d'une année.

Néanmoins, Lynda Hamri s'est dit "soulagée" de sa rencontre avec Noureddine Morceli qui, selon ses propos, "a été très attentif" à nos doléances qui sont les mêmes pour tous les athlètes d'élite qualifiés aux JO et JP.

"Morceli nous a rassurés d'une solution le plus tôt possible.

En tant que connaisseur, il a reconnu qu'un confinement pour une courte période n'a pas d'influence sur la préparation des athlètes, mais quand ça s'éternise, ça pose problème", a conclu Hamri.

NATATION

Une académie de natation féminine sera érigée à Ouargla

La première Académie de natation féminine dans la région du sud algérien, financée par la Fédération internationale de la discipline (Fina) à hauteur de 25.000 dollars, sera érigée à Ouargla, suite à l'acceptation du projet présenté en ce sens par la Fédération algérienne en 2019.

La mise en oeuvre de ce projet entre dans le cadre du "Programme Fina" relatif au développement de la natation dans les régions reculées.

Le président de la Fédération algérienne (FAN), Mohamed Hakim Boughadou, s'est félicité, dans une déclaration à l'APS, de l'acceptation par la Fina du projet de l'instance nationale, une première dans les annales de la natation algérienne.

"Nous avons travaillé de façon à bénéficier du Programme Fina. Nous avons alors élaboré, au niveau de notre fédération, un projet de développement de la natation dans la région sud, destiné notamment à la gent féminine", a indiqué Boughadou, ajoutant que dans le sillage de son intervention, l'année dernière lors des travaux de la Fina world aquatics convention tenus en Chine, "nous avons présenté un dossier bien ficelé sur le développement de la natation dans les régions du sud".

"La Fédération internationale a donné son accord pour la concrétisation de notre projet, sur la base de notre dossier

qu'elle a trouvé sérieux et intéressant.

Son financement sera effectué à hauteur de 25.000 dollars dans une première étape", a-t-il poursuivi.

S'agissant du choix de Ouargla (800 km au sud d'Alger) pour l'implantation de cette académie, le président de la Fédération algérienne a indiqué que cette wilaya devrait être le berceau pour la promotion de la natation dans la région.

"Ouargla sera une wilaya-pilote pour ce projet ambitieux, car elle dispose d'une ligue active, participant régulièrement aux compétitions nationales avec plusieurs clubs", a-t-il souligné.

Généraliser le projet à d'autres wilayas du sud

La promotion et le suivi de ce projet seront assurés par Abdelhalim Ouledhaimouda, membre du Bureau fédéral et président de la commission de développement de la natation dans la région sud.

Le premier responsable de l'instance fédérale assure que cette commission "entamera son travail dès la levée du confinement sanitaire", soulignant que la FAN entamera son projet avec la mise en place d'une académie pour le développement de la natation féminine dans la spécialité "Natation" seulement.

De son côté, Abdelhalim Ouledhaimouda a affirmé que la natation est une discipline sportive nouvellement lancée

dans le Grand sud et qui a eu un engouement ayant permis de découvrir de jeunes talents, "mais notre souci est l'absence de la gent féminine".

Sur l'origine de la création d'une Académie de natation féminine à Ouargla, le président de la Ligue d'Illizi affirme : "Lors de la visite du président de la fédération à Ouargla, il a remarqué la présence de jeunes filles en plein entraînement au niveau de la piscine.

C'est à partir de cet instant qu'il a décidé de créer une académie pour le développement de la discipline à Ouargla, et la généraliser à travers d'autres wilayas".

Le patron de la FAN, également premier responsable de l'Union maghrébine, a arrêté l'objectif de son projet : "Notre souci est de développer la natation parmi les jeunes du sud algérien, pour former un véritable réservoir au service des différentes sélections nationales".

Avant d'enchaîner : "Les régions du sud disposent d'un grand potentiel que nous devons exploiter. Nous allons étendre le projet aux autres wilayas du sud, dans la mesure du possible".

Rappelons que les membres du bureau exécutif de la FAN ont décidé mercredi dernier de mettre fin à la saison sportive 2019-2020, suite à la prolongation du confinement sanitaire jusqu'au 29 mai en raison de la pandémie du COVID-19.

MONDIAUX-2023

La régates des maîtres d'aviron attribuée à l'Afrique du Sud

La Fédération internationale des sociétés d'aviron (FISA) a attribué à l'Afrique du Sud, l'organisation de la régates des Champions du monde-2023 des maîtres d'aviron (Masters), une première dans le continent, a rapporté l'instance sur son site officiel. La régates se tiendra du 21

au 24 septembre 2023 sur le barrage de Roodeplaat.

"C'est pour la première fois qu'un événement mondial d'aviron aura lieu au continent africain, et la ville de Tshwane à Pretoria, en Afrique du Sud, a été choisie pour abriter l'édition 2023 des maîtres d'aviron", a annoncé la FISA, "sé-

duite" par la culture vibrante de l'Afrique ainsi que sa faune et sa flore.

La régates des maîtres d'aviron est ouverte aux rameurs maîtres âgés de 27 ans et plus qui sont ensuite classés dans les catégories d'âge allant jusqu'à une moyenne de 89 ans et plus.

En fonction de l'âge qu'il atteint cette année-là, le rameur maître affrontera ensuite d'autres personnes ayant le même âge moyen dans la catégorie respective.

Les courses se déroulent sur une distance de 1000m et la régates peut attirer plus de 3000 rameurs.

Zetchi réitère l'engagement de la FAF à combattre la corruption

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, a réitéré lundi l'engagement de son instance à combattre "toutes les formes de corruption", suite à la divulgation d'un enregistrement sonore sur une affaire présumée de marchandage de matchs impliquant notamment le directeur général de l'ES Sétif, Fahd Halfaya.

"Je réitère l'engagement et la volonté de l'instance fédérale à mettre tous les moyens pour lutter contre toutes les formes de corruption, un fléau qui affecte, malheureusement, le football national", a indiqué le premier responsable de l'instance fédérale dans une déclaration à FAF-TV.

Un enregistrement sonore qui aurait impliqué le DG de l'ES Sétif, Fahd Halfaya, et un manager de joueurs, est devenu viral sur les réseaux sociaux.

Le responsable de l'Entente s'est empressé de nier en bloc, affirmant que l'enregistrement est un "faux".

En réaction à cette affaire, la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a suspendu le dirigeant sétifien "à titre conservatoire" jusqu'à son audition prévue lundi.

Le président de la FAF a rappelé que la lutte contre la corruption "s'inscrit en droite ligne avec les engagements de l'Etat algérien et sa politique de mener une guerre



implacable contre tous les fléaux qui ternissent l'image de notre pays".

Pour pouvoir faire face à ce fléau qui gangrène le football national depuis plusieurs années, le président de la FAF a assuré que son instance "s'est déjà dotée d'instruments lui permettant de mener ses missions en adéquation avec ses propres statuts, mais également avec la réglementation en vigueur, à

l'image de la commission d'Éthique et du nouveau département d'Intégrité dont le responsable sera normalement installé juste après les fêtes de l'Aïd".

Enfin, s'agissant de l'affaire de l'enregistrement sonore, "le président de la FAF a précisé que le dossier sera traité par la commission d'Éthique, une structure indépendante qui rendra son verdict en toute transparence et en toute

responsabilité", conclut la FAF.

Une affaire similaire avait éclaté la saison dernière, impliquant le président de la JS Kabylie Chérif Mellal et le manager général du CS Constantine de l'époque, Tarek Arama.

Les deux dirigeants ont écopé chacun de deux ans de suspension de toute fonction officielle et/ou activité en relation avec le football.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS

Le buteur Belhocini annonce son départ à l'étranger

Le co-meilleur buteur du championnat de Ligue 1 de football, Iheb Belhocini, a indiqué lundi qu'il comptait quitter son club l'USM Bel Abbès pour aller monnayer son talent à l'étranger la saison prochaine.

"A priori, c'est ma dernière saison ici en Algérie. Si tout ira comme je le souhaite, je jouerai la saison prochaine dans un club étranger.

Pour le moment, je ne peux pas dévoiler ma prochaine destination, d'autant que j'ai encore des engagements à honorer avec mon club en championnat et en Coupe d'Algérie", a déclaré le joueur de 23 ans à l'APS.

Révélation de la saison en cours, Belhocini, auteur de 10 buts en championnat, est convoité également par plusieurs formations locales.

Le fait que son contrat avec le club de l'Ouest du pays expire à l'issue de l'exercice en cours, encourage les gros bras de l'élite à faire de lui leur principale cible en vue du mercato estival.

"L'intérêt que m'accordent plusieurs équipes de l'élite m'honore au plus haut point, mais comme tout joueur ambitieux, je donne la priorité à mes contacts étrangers.

Je veux vivre une nouvelle expérience qui me permettrait de progresser davantage", a-t-il expliqué.

Le jeune attaquant de la formation de la "Mekerra" avait failli s'engager avec



le champion de Qatar en titre, Al-Sadd où joue l'international algérien Baghdad Bounedjah lors du mercato hivernal, mais ce transfert est tombé à l'eau à la dernière minute pour des raisons administratives.

Cette fois-ci, Belhocini déclare souhaiter atterrir dans un club européen, mais il laisse toutefois la porte ouverte à un éventuel transfert vers un grand club dans la région du Golfe, a-t-il encore dit.

En attendant, il nourrit de grandes ambitions pour contribuer à la réussite de son équipe, dont il est le capitaine,

dans la course au maintien en Ligue 1, "tout en jouant à fond nos chances en coupe d'Algérie", a-t-il promis.

L'USMBA, en bute à des problèmes financiers énormes, occupe la 12e place au classement du championnat, à l'arrêt depuis un peu plus de deux mois à cause de la pandémie de coronavirus. Le club est aussi bien parti pour se qualifier aux demi-finales de la Coupe d'Algérie après sa nette victoire à domicile contre l'A Boussaâda (3-0) lors des quarts de finale aller de l'épreuve populaire que les gars de Sidi Bel Abbès ont remportée lors de la saison 2017-2018.

TRANSFERT

Saïd Arab convoité par des clubs de Ligue 1 française

Le Franco-Algérien Saïd Arab, sociétaire du Red Star (National/ France), serait très convoité par des clubs de Ligue 1 française de football, a rapporté la presse locale.

Auteur d'une très belle saison avec le Red Star, Arab (20 ans) pourrait changer de club à l'intersaison, puisque l'AS Saint-Etienne, le RC Lens et Strasbourg veulent enrôler le joueur polyvalent.

Selon le site 10sport, le promu RC Lens veut se renforcer, tout comme Strasbourg qui a envie d'avoir une équipe plus compétitive la saison prochaine.

Les deux formations se seraient positionnées pour faire signer l'attaquant, au même titre que l'AS Saint-Etienne qui avait déjà fait une première offre jugée insatisfaisante.

Pour Saïd Arab, réaliser une accession avec le Red Star, actuel 5e du championnat à 5 points du leader, est son premier objectif.

"Réaliser cet objectif serait une belle chose pour moi. Même si je quitte le club, je veux le faire sur un bon souvenir", a indiqué le joueur d'origine algérienne qui n'a pas caché son désir d'évoluer dans un grand club ambitieux.

LIGUE 1 FRANÇAISE

Hervé Renard dans le viseur de l'Olympique Marseille

L'Olympique de Marseille (Ligue 1 française de football) penserait à l'entraîneur Hervé Renard, actuellement sur le banc de la sélection saoudienne, pour remplacer le Portugais André Villas-Boas, si ce dernier venait à quitter la Canebière, rapporte dimanche le quotidien La Provence.

Le départ de l'Espagnol Andoni Zubizarreta, le directeur sportif, a plongé l'OM dans la crise.

André Villas-Boas, l'entraîneur, avait lié son avenir à celui de l'ancien portier du Barça.

Arrivé l'été dernier sur le banc marseillais, le Portugais s'est offert un temps de réflexion pour décider de la suite à donner à son expérience marseillaise.

Quoi qu'il en soit, l'OM a déjà approché quelques entraîneurs, au cas où.

Les noms de Christophe Galtier (entraîneur de Lille) et de Leonardo Jardim (ex-Monaco) sont rapidement revenus avec insistance.

Mais ces deux pistes semblent compliquées : le premier est heureux à Lille, tandis que le salaire du second pourrait freiner la direction marseillaise.

Alors celle-ci serait désormais intéressée par Renard (51 ans), passé notamment par l'USM Alger (2011), selon la Provence. Son expérience de la Ligue 1 (il a entraîné Sochaux et Lille) plaît en interne. Mais celui qui a remporté la Coupe d'Afrique des nations avec la Zambie et la Côte d'Ivoire (2012 et 2015) dispose actuellement d'un contrat juteux en Arabie saoudite où il est sélectionneur de l'équipe nationale.

L'OM a bouclé la saison 2019-2020, suspendue définitivement en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), à la deuxième place, derrière le champion Paris SG. Les deux équipes prendront part directement à la prochaine édition de la Ligue des champions.

QATAR

Reprise du championnat le 24 juillet

Le championnat qatari de football (Qatar Star League) reprendra en juillet prochain et prendra fin en août, a annoncé la Fédération sur son site officiel.

"Après une profonde consultation des services sanitaires compétents du pays,

pour une reprise du championnat, et les assurances données, la fédération a décidé de reprendre les activités de la Super League le 24 juillet pour prendre fin le 26 août 2020", a indiqué un communiqué de la fédération.

Avant l'arrêt du champion-

nat à la 17e journée, la formation d'Al Duhail occupait la première position avec 42 points, devant le club de Yacine Brahimi, Al Rayyan (38 pts) et celui de Baghdad Bounedjah. Al Saad (champion en titre) avec 32 pts.

Outre Brahimi et Bouned-

jah, le championnat qatari enregistre également la présence d'autres joueurs algériens, à l'image des Internationaux Sofiane Hanni et Adlene Guedioura (Al Gharafa, 4e du championnat avec 28 points).

IRAN Les clubs de football iraniens demandent aux joueurs étrangers de revenir en Iran pour la reprise des compétitions

Les clubs de la ligue de football iranienne ont demandé à leurs joueurs étrangers de revenir en Iran dès que possible, les autorités ayant évoqué une reprise des compétitions après plus de deux mois d'arrêt en raison de l'épidémie de COVID-19, a rapporté dimanche le quotidien Tehran Times.

L'Iran a officiellement suspendu tous les matchs le 11 mars, et de nombreux joueurs étrangers membres de clubs iraniens sont alors retournés dans leur pays d'origine.

La situation épidémique est cependant en train de s'améliorer en Iran, et le gouvernement a commencé à prendre des mesures pour relancer les événements sportifs. "Les ligues de football pourront reprendre (leur activité) après le mois sacré du Ramadan, mais les compétitions devront se jouer à huis-clos", a annoncé samedi le président iranien Hassan Rohani.

M. Rohani a indiqué que la reprise des compétitions serait cependant encadrée par un protocole sanitaire très strict. "Nous pouvons terminer la saison en cours d'ici six semaines. Les équipes auront donc trois semaines pour se préparer", a également déclaré un peu plus tôt le vice-ministre iranien de la Santé, Raj Harirchi.

"La reprise de la saison sera encadrée par un protocole sanitaire strict. Les matchs se dérouleront à huis clos, mais nous verrons du vrai football sur le terrain. Les joueurs devront également éviter de célébrer les buts", a expliqué M. Harirchi.

En raison des restrictions imposées sur les vols internationaux par divers gouvernements, les étrangers jouant dans des clubs iraniens pourraient cependant avoir du mal à revenir dans le pays.

ANGLETERRE - NEWCASTLE Le championnat ne doit pas redémarrer avant fin juin, estime Steve Bruce



Le manager de Newcastle, Steve Bruce, a estimé dimanche que la Premier League anglaise de football ne devait pas reprendre avant fin juin, pour permettre aux joueurs de se préparer physiquement, après les 8 semaines de pause imposées par la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Alors que les plans de la Premier League envisagent de reprendre dès le 12 juin, le manager de Newcastle, où évolue le milieu international algérien Nabil Bentaleb, estime que les joueurs ne seront pas prêts avant la fin du mois de juin.

"Nous avons besoin de suffisamment de temps de préparation pour que les joueurs soient prêts, sinon ils vont tomber comme un château de cartes", a-t-il averti dans les colonnes du Sunday Telegraph, rappelant que les joueurs sortaient de 8

LIGUE 1 (DISCIPLINE) Halfaya (ESS) absent à son audition pour des "raisons de santé"

Le directeur général de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football) Fahd Halfaya, convoqué pour être auditionné lundi par la commission de discipline de la Ligue de football (LFP) à propos de l'enregistrement sonore qui l'aurait impliqué dans le marchandage des matchs, s'est absenté pour des "raisons de santé", a indiqué l'avocat du club Nabil Beniya.

"Nous avons déposé une demande pour le report de l'audition à une date ultérieure, du moment que Halfaya n'a pu effectuer le déplacement pour des raisons de santé.

Nous sommes dans l'attente de la réponse de la commission de discipline pour aujourd'hui via son site officiel", a déclaré l'avocat à la presse, peu après sa sortie du siège de la LFP à Alger.

Un enregistrement sonore qui aurait impliqué le DG de l'ES Sétif, Fahd Halfaya, et un manager de joueurs, est devenu viral sur les réseaux sociaux.

Le premier responsable de l'Entente s'est empressé à nier en bloc, affirmant que l'enregistrement est un "faux".

Halfaya est accusé d'avoir sollicité un manager connu

dans le milieu du football pour arranger des rencontres et favoriser par conséquent son équipe afin qu'elle remporte le titre de champion d'Algérie au détriment des autres concurrents.

Tout en s'abstenant à dévoiler le nom de ce manager, l'avocat de l'Entente a indiqué qu'il allait "déposer un dossier, mais en raison du droit de réserve, je ne peux pas dévoiler ses détails".

Le DG de l'ESS Fahd Halfaya a déposé plainte jeudi dernier contre x auprès des services de la sûreté de la wilaya de Sétif.

Les membres du conseil d'administration de l'ES Sétif, réunis vendredi dernier, ont rejeté les accusations proférées contre Fahd Halfaya, concernant le marchandage de matchs de Ligue 1. Le CA

de l'Entente est arrivé à la conclusion qu'aucune décision ne sera prise par ses membres sans que l'enquête menée par les instances du football (FAF et LFP) ne soit achevée.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Sid Ali Khaldi, avait réagi à l'enregistrement sonore, tout en s'engageant à combattre la corruption dans le milieu sportif. "Les réseaux sociaux ont repris un enregistrement sonore qui n'a aucun lien avec l'esprit sportif et les valeurs morales.

En attendant l'issue de l'enquête sur les dessous de cette affaire et l'authenticité de l'enregistrement, je dénonce avec



force ce genre de comportements qui enfreint les lois de la discipline sportive et porte un coup à l'intégrité et à l'image du sport algérien", a-t-il indiqué.

La Fédération algérienne de football (FAF) avait également réagi à cet enregistrement, soulignant qu'elle s'était saisie de l'affaire, tout en dénonçant avec vigueur ces "pratiques condamnables".

ALLEMAGNE Le puissant chef de la Bavière suggère de "renforcer" les consignes sanitaires

Le puissant chef du gouvernement régional de Bavière Markus Söder suggère à la Ligue allemande de football (DFL) de "renforcer ses consignes" pour empêcher les joueurs de s'embrasser pour célébrer les buts après la polémique déclenchée samedi par des embrassades entre joueurs.

"La DFL va sûrement renforcer ses consignes. Le football a une très importante fonction d'exemplarité, c'est pourquoi il faut respecter les consignes la semaine prochaine", a déclaré à la chaîne Sport1 M. Söder, dont la Bavière héberge deux clubs de D1, Augsburg et le Bayern Munich.

En matière de règles sanitaires, l'avis

des responsables régionaux est décisif en Allemagne, pays fédéral, car ce sont eux qui décident des mesures de lutte contre le nouveau coronavirus.

Ils ont le pouvoir d'autoriser ou d'interdire les manifestations sportives sur leur territoire.

Samedi, pour la première journée de Bundesliga après deux mois d'arrêt, le défenseur belge du Hertha Berlin Dendryck Boyata et l'attaquant français du Borussia Mönchengladbach Marcus Thuram ont brièvement embrassé l'un de leurs coéquipiers pour célébrer un but.

Ce geste n'est pas interdit par le protocole sanitaire qui encadre la reprise des compétitions, mais tout contact physique pour célébrer les buts a été "déconseillé" par la DFL dans un document interne envoyé aux clubs. Aucune sanction n'est cependant prévue. "Ce n'est pas un bisou, ni une célébration.

Je m'excuse d'avoir mis mes mains sur Marko Grujic. Je lui donnais des instructions sur une situation de jeu", s'est défendu l'international belge dans un message sur son compte Instagram. "Nous devons absolument faire attention maintenant que nous jouons, au vu de la situation. Nous devons adapter notre

façon de jouer et de célébrer", a-t-il ajouté. Pour autant, M. Söder, tout comme son collègue de la région de Rhénanie du Nord-Westphalie (six clubs de D1 dont Dortmund, Schalke et M'Gladbach) Armin Laschet, a estimé que la reprise samedi avait été une réussite.

La reprise s'est passée "beaucoup mieux que nous le pensions", admet M. Söder, "au final l'expérience a réussi". "C'est exactement le retour prudent et responsable vers une normalité que nous voulons tous", renchérit M. Laschet cité par Bild, "si tout continue aussi bien qu'aujourd'hui (samedi), la compétition pourra continuer". M. Laschet s'est également réjoui de l'attitude des fans, qui ont respecté les consignes et n'ont pas cherché à se rassembler.

"Les supporters et les ultras ont réagi de façon très responsable. C'est la preuve qu'ils savent ce qui est en jeu", a-t-il dit. Il est cependant beaucoup trop tôt pour parler d'un retour du public dans les stades.

"On ne peut pas négocier avec le corona", a mis en garde M. Söder, "il est plus raisonnable d'y aller pas à pas, il ne faut pas exagérer, on n'en est qu'à la première journée".

Le retour de la Bundesliga fait exploser les records d'audience en Allemagne

Plus de six millions de téléspectateurs étaient devant leurs télévisions samedi, pour assister à la reprise du championnat allemand de football, ce qui représente un record d'audience pour le diffuseur Sky en Bundesliga, selon le site spécialisé DWDL.de. A 15h30 locales (13h30 GMT), heure à laquelle a été donné le coup d'envoi des premières rencontres, Sky avait déjà réuni 3,68 millions de téléspectateurs, sur ses

seules chaînes payantes, soit plus du double du score habituel pour un samedi de foot. A ceux-là, il faut ajouter 2,45 millions de personnes qui ont suivi le multiplexe sur le canal gratuit de la chaîne, qui a décidé de diffuser les multiplexes des deux premiers samedis de la reprise sur son canal Sport News, accessible à tous. Les parts de marché étaient de 27,4% sur les chaînes payantes et de 18,2% sur le canal gratuit. Dans le groupe ci-

ble des 14-49 ans, la part de marché totale s'est même élevée à plus de 60%, un record absolu pour Sky. La Bundesliga a repris samedi, à huis clos, après plus de deux mois d'arrêt en raison du coronavirus. Elle est pour l'instant le seul championnat majeur de football à avoir renoué avec la compétition. L'Italie, l'Espagne et l'Angleterre espèrent encore reprendre, mais attendent le feu vert de leurs autorités politiques.

Le championnat arrêté, le Celtic champion

Après les Pays-Bas, la France et la Belgique, au tour de l'Écosse d'arrêter définitivement son championnat en raison de l'épidémie de coronavirus. En effet, les dirigeants la Scottish Premier League ont décidé de mettre un terme à l'exercice 2019-2020, qui voit donc le Celtic FC, leader avec 13 points d'avance sur les Glasgow Rangers, remporter le titre pour la 51^e fois de son histoire. Lanterne rouge, Heart of Midlothian est relégué en deuxième division après cinq années dans l'élite.



L'AVENIR DE MANUEL NEUER BIENTÔT FIXÉ ?

À 34 ans, Manuel Neuer va-t-il prolonger au Bayern Munich ? Karl-Heinz Rummenigge affiche un discours optimiste à ce sujet.

Alors qu'il ne lui reste plus qu'un an de contrat en Bavière, Manuel Neuer n'a pour le moment pas encore prolongé avec le Bayern Munich. D'ailleurs, il conserverait une certaine cote aux yeux de ses dirigeants et le club munichois souhaiterait prolonger son gardien. Les discussions semblent au point mort depuis plusieurs mois, mais Karl-Heinz Rummenigge a fait une nouvelle révélation sur le dossier Neuer : « Nous avons de bonnes conversations, et je dois dire que je suis prudemment optimiste que Manuel accepte l'offre du FC Bayern », a déclaré le président du club après la rencontre contre l'Union Berlin dimanche soir au micro de Sky Sport. Rummenigge a même ajouté : « Nous sommes tous les deux satisfaits. Manuel Neuer sait ce qu'il a au FC Bayern et le FC Bayern sait ce qu'il a avec Manuel Neuer, et je pense donc que c'est un mariage qui continuera ».

LLORENTE DANS LE VISEUR DE LIVERPOOL

Les dirigeants de Liverpool multiplient les pistes pour trouver un défenseur central à la demande de Jürgen Klopp. Cette fois, c'est du côté de l'Espagne que se tournent les décideurs des Reds.

Selon des informations du média local, La Razon, Liverpool s'intéresserait à Diego Llorente. Le défenseur central évolue sous les couleurs de la Real Sociedad et aurait tapé dans l'oeil des recruteurs des Reds. Liverpool serait très intéressé par ce joueur au point de vouloir payer sa clause libératoire fixée à 45 millions d'euros. Sur ce dossier, l'équipe dirigée par Jürgen Klopp serait en concurrence avec... Everton.

Bien présent en Espagne, la cellule de recrutement des Reds a également identifiés deux autres pistes possibles à ce poste. Celle de Leandro Cabrera, moins onéreuse en cas de descente de l'Espanyol Barcelone. Et celle du défenseur du Real Bétis, Zouhair Feddal. Agé de 31 ans, il entame en juin prochain sa dernière année de contrat avec le club andalou.

STERLING : «ON AURA BESOIN DE 4 À 5 SEMAINES D'ENTRAÎNEMENT»

L'ailier de Man City, Raheem Sterling, estime qu'il n'est pas possible de reprendre la compétition sans un mois de préparation.

Après la Bundesliga, la Premier League pourrait bientôt repartir et aller au bout de sa saison 2019/2020. Les joueurs de ce championnat sont actuellement partagés entre l'impatience, l'excitation, mais aussi des doutes et des craintes.

Parmi ceux qui nourrissent beaucoup d'interrogations il y a Raheem Sterling. Après avoir exprimé la semaine dernière ses réserves par rapport à une reprise de la compétition, l'international anglais s'est dit dubitatif par rapport à l'état physique que lui et les autres joueurs pourraient afficher si jamais le retour à l'action était trop soudain.

PAULO DYBALA BIENTÔT PROLONGÉ ?

Joueur majeur de la Juventus Turin, Paulo Dybala pourrait prochainement prolonger son contrat avec la Vieille Dame. Alors qu'il faisait partie des indésirables l'été dernier lorsqu'il était annoncé proche du PSG, Paulo Dybala semble avoir retourné l'opinion en sa faveur cette saison. L'attaquant argentin, auteur de 7 buts en 24 matchs, ferait partie des joueurs que la Juventus souhaiterait prolonger selon la Gazzetta dello sport. En effet, la Vieille Dame redouterait un départ du joueur et pourrait lui proposer de renouveler son bail jusqu'en 2025. Reste à savoir si la Joya souhaite prolonger l'aventure avec la Juventus.

LES PERFORMANCES HALLUCINANTES DE LEWANDOWSKI

Buteur hier face à l'Union Berlin pour la reprise du championnat, Robert Lewandowski a passé la barre des 40 buts sur une saison pour la 5^e année consécutive.

Les défenses de Bundesliga peuvent trembler, la trêve forcée n'a pas eu l'air d'affecter Robert Lewandowski. Titulaire hier après-midi pour la reprise du championnat d'Allemagne, l'international polonais (112 sélections, 61 buts) n'a pas mis longtemps à se mettre en avant. Dès la 40^e minute, il a transformé un penalty obtenu par Leon Goretzka pour porter son total de buts à 40 cette saison toutes compétitions confondues, dont 26 en 24 matchs de Bundesliga.

Des statistiques qui deviennent finalement une habitude pour l'ancien du Borussia Dortmund. En effet, c'est la cinquième saison consécutive qu'il atteint ce total (42 en 2015-2016, 43 en 2016-2017, 41 en 2017-2018, 40 en 2018-2019). De plus, il vise désormais le record de Gerd Müller qui avait fait trembler les filets à 40 reprises sur une saison de Bundesliga. Il reste huit rencontres au Polonais pour inscrire 14 buts, assez pour entrer dans l'histoire du championnat ?

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE 2017 ET DU PLFC

APN : séance plénière du 31 mai au 4 juin consacrée à l'examen des deux projets

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé, lors d'une réunion tenue dimanche, présidée par M. Slimane Chenine, président de l'APN, la tenue d'une séance plénière du 31 mai au 4 juin 2020 consacrée à l'examen des projets de loi portant Règlement budgétaire pour l'exercice 2017 et de loi de Finances complémentaire (PLFC), indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le bureau de l'APN a soumis le PLFC à la commission des finances et du budget et mis au point le calendrier des travaux de l'APN, note le communiqué. Le bureau a également soumis la décision du Conseil Constitutionnel relative au remplacement d'un député, suite au décès de ce dernier, à la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés et pris connaissance de l'avis de la dite commission sur des déclarations d'incompatibilité avec le mandat parlementaire pour de nouveaux députés. Lors de cette réunion, M. Chenine a évoqué le développement de la situation pandémique (Covid-19) et les retombées sur la santé, l'économie et la société, mettant en avant les dispositions et les mesures sanitaires ayant été prises par l'Algérie dans plusieurs secteurs, la vigilance et la solidarité, conclut la source.



JUSTICE

Le DG de la PCH placé en détention provisoire

Le juge d'instruction près le Tribunal de Dar El Beida (Alger) a ordonné, dimanche, le placement du Directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Tarek Djaboub, en détention provisoire, pour passation de marchés en violation de la législation, a-t-on appris de source judiciaire. Le juge d'instruction a ordonné, aussi, le placement en détention provisoire pour le même chef d'accusation du directeur des achats Kamel Slimani et du sous-directeur en charge des équipements médicaux, Abdellatif Tali et le placement sous contrôle judiciaire du directeur de la finance et de la comptabilité, Farid Chibane.

AID/ PRÉVENTION

M. Belmahdi met l'accent sur l'impératif de se conformer aux mesures de prévention durant l'Aid El Fitr

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, a mis l'accent, dimanche à Oran, sur l'impératif de se conformer, durant l'Aid El Fitr, aux mesures de prévention contre la pandémie du Coronavirus.

Présidant la cérémonie de distinction des lauréats du concours de récitation du Saint Coran à la mosquée-pôle Ibn Badis d'Oran, M. Belmahdi a souligné, dans une allocution, l'importance, de "s'en tenir à l'avis de nos Ulémas concernant l'échange des vœux de loin durant l'Aid", ajoutant que "les accolades peuvent conduire à la mort". Estimant que "la seule chose à faire, en cette difficile circonstance, est de nous conformer aux conditions et règles sanitaires imposées par cette pandémie", il a expliqué que "la réduction de la durée du confinement est tributaire du degré de notre respect du confinement sanitaire et des mesures de prévention, notamment le port de masques".

Par ailleurs, le ministre a tenu à cette occasion à louer les opérations de solidarité enregistrées à

travers le pays en ces temps de crise. "Le monde entier a vu cet élan des citoyens aux côtés des institutions de l'Etat pour vaincre la pandémie", a indiqué M. Belmahdi appelant, à ce titre, à la concurrence aux actions caritatives et au service de la religion et la patrie.

Lors de cette cérémonie, des cadeaux sous formes de "Omra" aux Lieux saints de l'Islam et de récompenses financières ont été offerts aux neuf premiers lauréats du concours de récitation, organisé via Internet par la direction des affaires religieuses à l'occasion du mois de Ramadhan, auquel ont pris part une centaine de candidats (garçons et filles).

Une distribution symbolique de vêtements de l'Aid a été faite au profit de 10 orphelins sur un nombre global de 4.000 enfants. A la mosquée Emir Abdelkader au quartier El Barki, le ministre s'est enquis des activités du Conseil de bienfaisance relevant de la Direction de wilaya des affaires religieuses et des wakfs, ainsi que de l'opération de préparation des

repas de rupture de jeûne servis au staffs médicaux et paramédicaux dans les hôpitaux de la wilaya et aux familles démunies.

Le Conseil de bienfaisance prépare depuis le début du mois sacré de Ramadhan, quelque 2,500 repas d'Iftar et de Shour par jour, au niveau de six (6) restaurants, pour les personnels de santé au sein de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHP) 1er

Novembre, du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Docteur-Benzerdjeb à Oran, de l'Hôpital pédiatrique de Canastel, de l'hôpital Ain Turk, ainsi qu'aux patients et leurs accompagnateurs dans ces établissements de santé.

Ces repas chauds sont également offerts aux personnes sans-abri hébergées au Centre d'accueil sis à la cité Mahieddine, aux étudiants africains de L'Insti-

tité et la participation des différentes sensibilités et orientations intellectuelles et politiques, ainsi que les composantes culturelles et linguistiques dans toutes formes et type de couverture médiatique, à même d'assurer une couverture au niveau national et également impliquer notre communauté à l'étranger", ajoute le communiqué.

L'ARAV a précisé que ses recommandations et directives visaient à "réguler le rôle des médias audiovisuels dans l'accompagnement de l'effort national et à encadrer le débat relatif à l'enrichissement de la mouture de l'avant-projet d'amendement de la Constitution, eu égard à son importance et pour asseoir de nouvelles bases pour l'Algérie nouvelle".

Cette démarche découle de "la responsabilité sociale et du rôle efficace que jouent les médias audiovisuels à l'effet de sensibiliser et de garantir, autant que faire se peut, l'enrichissement et le débat de la mouture de la Constitution dans le cadre du respect des règles professionnelles et d'éthique", précise l'ARAV. Ces recommandations soulignent l'importance d'un débat approfondi et d'un enrichissement constructif à même de permettre à tout un chacun d'accéder aux informations vraies sur le contenu de la mouture de la Constitution qui reste perfectible", et de contribuer à l'élargissement de la concertation et du débat pour inclure les différentes franges de la société.

Dans ses orientations, l'ARAV appelle à "traiter avec objectivité et impartialité et encadrer le débat dans le respect des opinions différentes et des normes professionnelles et d'éthique", tout en "s'engageant à garantir la diversité et la participation des différents programmes d'information ou de débat, les entrevues et les émissions de débat, en confiant cette tâche à des journalistes compétents qui maîtrisent ce dossier".

A ce propos, l'ARAV souligne qu'il "est interdit, lors de la diffusion de programmes radio et télévisuels dédiés au débat de la mouture de la Constitution sur leurs sites électroniques ou sur les pages des réseaux sociaux, de faire un montage ou d'en extraire des passages, de manière à entamer l'essence même du contenu originel ou de déformer son véritable sens".

L'ARAV a, en outre, "condamné, énergiquement, les campagnes de provocation et les discours de haine, véhiculés par certains sur les réseaux sociaux" et appelle, par ailleurs, au strict respect des conditions d'hygiène et de prévention lors des couvertures ou dans les studios de diffusion de programmes y afférents.

IRAN-PALESTINE

Le Parlement iranien approuve la formation d'une "ambassade virtuelle" en Palestine

La Commission de sécurité nationale et de politique étrangère du Parlement iranien a chargé, lundi, le gouvernement iranien de créer une "ambassade virtuelle" en Palestine, a rapporté la chaîne de télévision locale Press TV. La commission a approuvé un projet de loi qui oblige le ministère iranien des Affaires étrangères à jeter les bases de la création de "l'ambassade virtuelle de la République islamique en Palestine" dans les six mois et à soumettre les résultats pour approbation au cabinet. Le 12 mai, les législateurs iraniens ont approuvé "une motion de double urgence" qui, en cas de mise en vigueur, obligerait le gouvernement iranien à prendre certaines mesures contre les "mesures hostiles" d'Israël. L'un des articles de la motion approuvée par la commission stipule que "la terre historique de la Palestine appartient au peuple palestinien d'origine". Les approbations de la commission devraient être transformées en loi par le Parlement pour leur application.